

A) ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

A l'étranger une expansion un peu plus assurée qu'il y a quelques mois...

C'est surtout aux Etats-Unis que les perspectives sont aujourd'hui les plus solides.

Entre le 2^{ème} trimestre 1976 et mars 1977, la production industrielle s'inscrit sur une pente de 5 % l'an. L'emploi « civil » (84 millions de personnes début 1975, 89,5 en mars 1977) s'accroît depuis octobre 1976 au rythme de 4 % l'an. Les revenus des ménages croissent assez rapidement (rythme de 13 - 14 % l'an pour le revenu personnel entre septembre 1976 et mars 1977, de 4 % l'an pour le pouvoir d'achat du revenu disponible) alimentant une consommation en progression soutenue : les ventes au détail continuent d'augmenter rapidement et le volume de la consommation totale est sur une pente de 5 à 6 % l'an. La demande de logements est forte : les mises en chantier se sont accrues de 20 % en un an (1,79 million en février 1977) et doivent continuer de s'accroître.

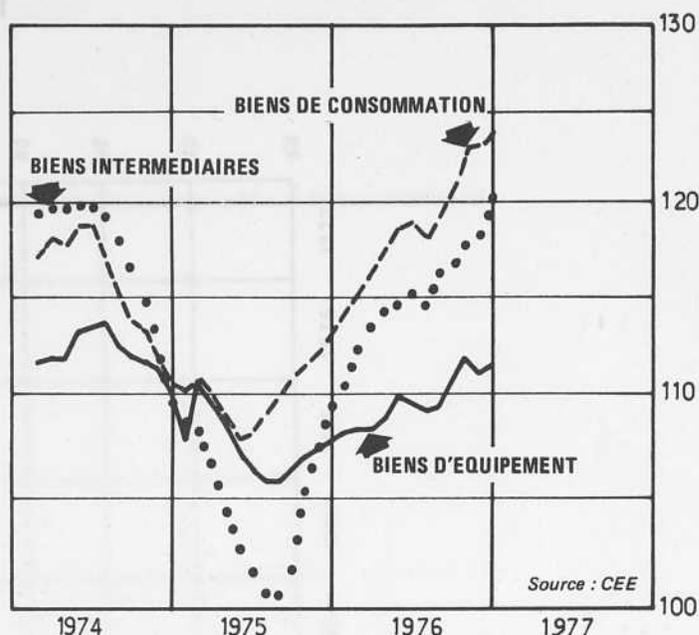
Enfin la demande des entreprises est forte. Les profits, qui s'étaient vigoureusement reconstitués en 1975, croissent désormais moins vite : 10 % l'an depuis l'été 1976. Les dernières enquêtes font attendre un accroissement des dépenses d'investissement de 12 à 15 % entre 1976 et 1977. Quant aux stocks, après l'accumulation involontaire de l'été 1976, ils sont aujourd'hui complètement assainis (le rapport stocks/ventes est à son point bas) et font prévoir une reconstitution au cours des mois prochains. Les perspectives spontanées de l'économie américaine font donc déjà attendre une croissance d'ensemble à un rythme de 5 à 6 %.

La réaction d'une partie de l'opinion a été que des mesures de relance vigoureuses ne s'imposaient pas. Les mesures qui avaient été proposées, dont le coût budgétaire était chiffré à 15,7 milliards de dollars en 1977 et 15,9 en 1976, sous forme de réductions d'impôts comme de dépenses accrues, auraient eu un effet de stimulation nette le plus important en 1977 : le déficit budgétaire de « plein emploi », qui était de 25 milliards de dollars en 1975, 21 en 1976, serait passé à 43 en 1977 et 28 en 1978. Parallèlement la politique monétaire contribuait déjà au soutien de l'activité : la croissance de la masse monétaire à l'intérieur des normes est relativement rapide et, surtout, les taux d'intérêt restent bas (4 3/4 pour les fonds fédéraux, 6 1/4 pour les taux de base des banques). Aussi n'est-il pas surprenant de constater qu'en définitive les mesures prises resteront de faible ampleur. Compte tenu des délais d'action de la politique budgétaire, on doit cependant s'attendre à une croissance de l'activité de 6 % ou un peu plus en cours d'année 1977 (les résultats au second trimestre, plus forts, venant en compensation des pertes de production dues à la vague de froid du début de l'année).

L'élément préoccupant est l'important déficit commercial qui atteindrait près de 30 milliards de dollars en 1977. Si, dans une certaine mesure, ce déficit peut être envisagé comme participant au difficile équilibre mondial des balances de paiement, il faut noter aussi que les importations de produits pétroliers atteindraient au total 40 milliards de dollars (soit une grandeur équivalente à l'excédent prévisible de la balance des paiements courants des pays de l'OPEP) cependant que le surplus des échanges agricoles diminuerait (environ 7 milliards de dollars contre 11,5 en 1975).

GRAPHIQUE 2
PRODUCTION INDUSTRIELLE

(ensemble de la CEE, 1970 = 100)



Source : CEE

Les perspectives sont moins assurées, et relativement moins satisfaisantes pour le Japon. Les chiffres les plus récents sur l'activité sont médiocres : stagnation de la production industrielle depuis 3 mois (novembre 1976 - mars 1977 : + 1 %). La demande intérieure est faible, et l'impulsion était venue jusqu'ici surtout de la demande à l'exportation, qui reste forte, bien que la récente appréciation du yen (+ 7 % pondéré au 1er trimestre 1977) réduise un peu la forte compétitivité des produits japonais.

Les accords de salaires pour 1977 (sans doute + 10 % contre + 9 % en 1976) font attendre une demande de consommation un peu plus soutenue, de l'ordre de + 5 % l'an pour la consommation totale.

L'élément faible de la demande est constitué par l'investissement productif privé, pour lequel les enquêtes laissent présager une baisse de 5 à 6 %. Très dépendante de l'énergie et des matières premières importées, l'industrie japonaise doit aussi faire face à des difficultés accrues dans de nombreux secteurs (sidérurgie, construction navale, textiles,...).

Aussi le gouvernement japonais prend progressivement des mesures de soutien de l'activité : réduction d'impôts, augmentation des dépenses publiques, bas taux d'intérêt (5 à 6 % pour la clientèle).

En *Allemagne*, si les prévisions retenues aujourd'hui pour 1977 (4 1/2 à 5 % d'augmentation du PIB) sont moins élevées qu'il y a quelques mois, elles reflètent cependant une croissance solidement assurée : le volume des commandes à l'industrie en provenance de l'étranger - hors grosses commandes de montant exceptionnel - s'est accru de 10 % au cours de l'année 1976 ; les commandes de biens d'investissement en provenance du marché intérieur se sont vivement accrues au cours du second semestre 1976 (de près de 10 % en volume) ; même si elles deviennent progressivement moins fortes au 1er semestre 1977, elles n'en traduisent pas moins une nette reprise de l'investissement intérieur, que facilite la reconstitution des marges des entreprises (+ 15 % en 1976, un peu moins sans doute en 1977 en raison d'une augmentation plus forte des coûts salariaux par unité produite).

Les accords de salaires qui se concluent pour 1977 correspondent, semble-t-il, à une augmentation de un point supérieure à celle de 1976, qui dans l'immédiat se traduira par une augmentation plus forte d'autant du pouvoir d'achat. Celle-ci jointe au non-réinvestissement d'une partie

(1/3 environ) des importants plans d'épargne arrivés à échéance au début 1977 doit permettre une progression accrue du volume de la consommation des ménages (4 à 4 1/2 %).

Seule la demande de logements et de bâtiments reste déprimée.

La reprise a permis une réduction modérée du chômage (1 200 000 à la mi-1975, 1 003 000 en avril 1977), que les perspectives spontanées actuelles ne permettent pas de poursuivre.

Aussi le gouvernement allemand vient-il de décider d'un programme d'investissement public à long terme, dont les effets en 1977 resteront cependant modestes. (3,3 Milliards de D.M. seulement pour la 1ère tranche 1977).

Ces trois principaux pays représentent à eux seuls 70 % de l'activité des pays de l'OCDE, ce qui justifie l'attention qui leur est portée, d'autant plus que le rééquilibrage de l'économie française sera d'autant plus facilité que la demande étrangère sera forte.

... mais des craintes de tensions inflationnistes accrues

Leur manifestation la plus nette a été, en début d'année, la poussée des cours *des matières premières*, spécialement ceux des produits alimentaires - denrées : café, cacao, soja... + 176 % en un an pour celles importées par la France. - matières premières industrielles : + 50 % en un an également. Ces tensions résultent certes de problèmes spécifiques liés à l'offre (aléas climatiques, problèmes politiques dans certains pays producteurs) ; elles traduisent également les difficultés économiques plus durables de la première transformation des produits : capacités sous-utilisées, coûts élevés de production (énergie), obsolescence de certains équipements productifs, ce qui contribue à susciter des tensions sur les prix dès que la demande se raffermi.

Cependant la hausse des prix du *pétrole* est restée modérée, de l'ordre de 5 % en dollars en 1976, de 6 à 8 % en moyenne au début de 1977. Toutefois la dépendance fortement accrue des Etats-Unis accroît le risque de hausses ultérieures.

Mais les risques les plus apparents sont la persistance de fortes augmentations de prix en Italie (plus de 20 % l'an) et au Royaume-Uni (+ 15 % l'an) et la résurgence progressive des pressions inflationnistes aux Etats-Unis : les prix de gros industriels s'accroissent depuis l'été 1976 sur une pente voisine de 8 % l'an ; malgré leur hausse récente, les prix agricoles à la production ne dépassent pas encore leur niveau du début de l'automne 1974, mais il est probable qu'ils resteront orientés à la hausse au cours des mois à venir. Aussi le rythme d'augmentation des prix à la consommation est-il passé progressivement de 6 % l'an (1975 - 1976) à 7 % l'an au cours des derniers mois, rythme qui semble devoir continuer de prévaloir au cours des prochains mois.

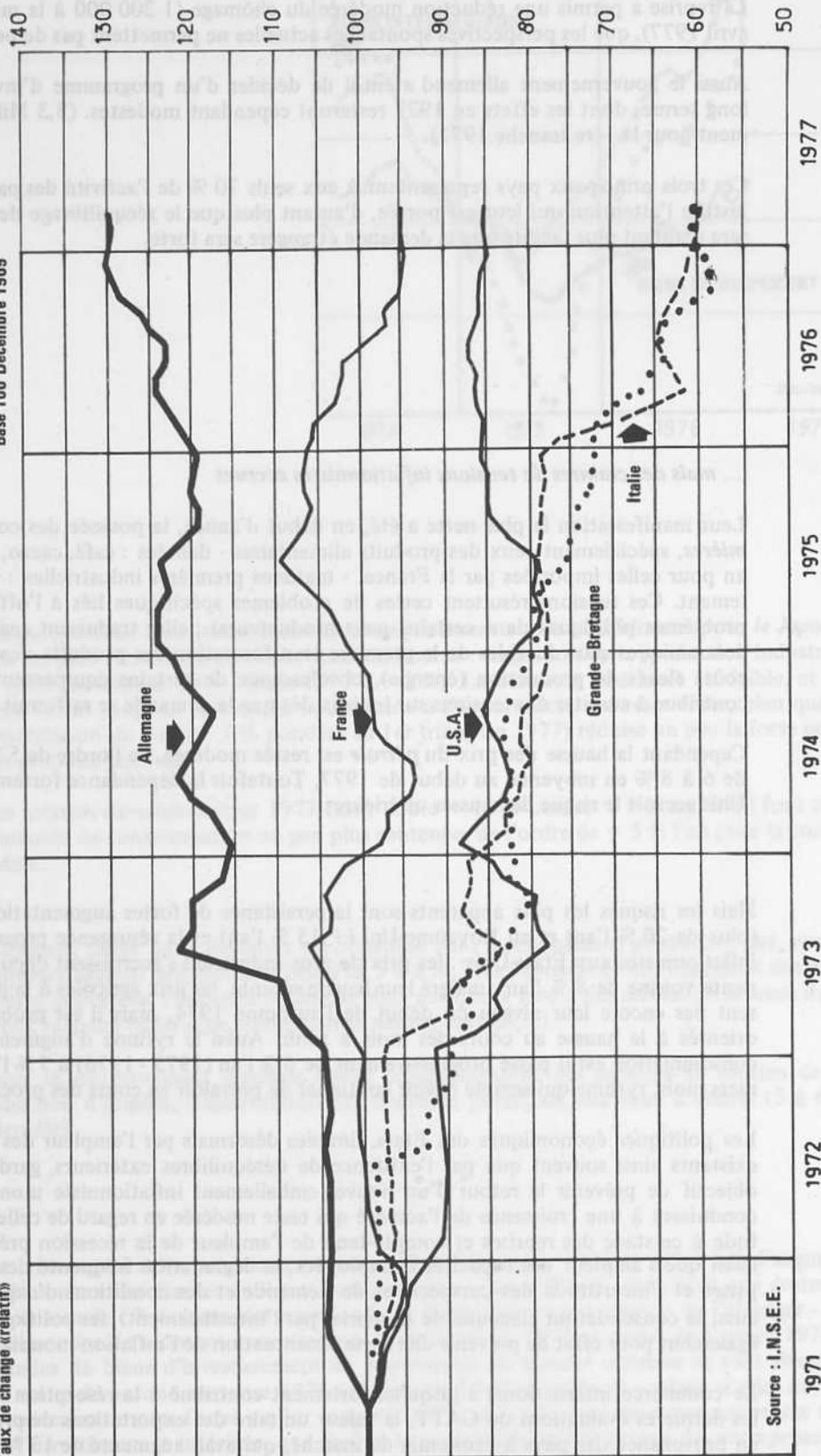
Les politiques économiques des Etats, limitées désormais par l'ampleur des déficits budgétaires existants ainsi souvent que par l'existence de déséquilibres extérieurs, gardent cependant pour objectif de prévenir le retour d'un nouvel emballement inflationniste mondial. Si par là elles conduisent à une croissance de l'activité qui reste modérée en regard de celles observées à l'habitude à ce stade des reprises et compte-tenu de l'ampleur de la récession précédente (on notera aussi que l'ampleur des capacités inemployées, la dégradation fréquente des résultats des entreprises et l'incertitude des perspectives de demande et des conditions d'exploitation empêchent aussi la consolidation classique de la reprise par l'investissement), les politiques économiques ont également pour effet de prévenir une forte accentuation de l'inflation mondiale.

Le commerce international a jusqu'ici fortement contribué à la résorption de l'inflation : selon les dernières évaluations du GATT, la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés en provenance des pays à économie de marché, qui avait augmenté de 13 % de 1974 à 1975, est restée pratiquement inchangée, en dollars, entre 1975 et 1976. Cependant, en 1976, une reprise s'est faite qui, pour les derniers chiffres connus, correspond à un rythme d'augmentation (jusqu'au début de l'hiver) de 3 à 4 % l'an ; la valeur moyenne des exportations des pays de la CEE - 9, exprimée en unité de compte (EUR) s'est accrue sur la même période dans des proportions à peu près semblables.

GRAPHIQUE 3

ECART PAR RAPPORT A LA MONNAIE MONDIALE

Taux de change «relatif»



Le rythme de hausse des prix mondiaux à l'exportation des produits manufacturés semble être actuellement de 6 à 7 % l'an, ce qui, sauf modifications compensatrices ultérieures des valeurs relatives des monnaies, s'impose aux exportateurs sur des marchés fortement concurrentiels.

B) LE COMMERCE MONDIAL

De 1975 à 1976, le volume du commerce mondial s'est en définitive accru de 11 %, soit plus que ce que laissaient attendre au début de l'année dernière les prévisions les plus optimistes. Malgré une reprise en cours d'année, les valeurs moyennes de produits manufacturés exportés par les pays développés, exprimées en dollars US, sont restées stables de 1975 à 1976, cependant que les valeurs moyennes de l'ensemble des produits primaires, comme celles du pétrole, s'accroissaient d'environ 5 % (en dollars), selon les évaluations que le GATT a publiées en mars 1977. La lente progression des prix est due en partie à l'appréciation du dollar, d'environ 4 % en moyenne entre le 2^{ème} trimestre 1975 et le début 1976. Elle a pour conséquence que le volume du commerce mondial a évolué pratiquement, au plan global, comme la valeur des échanges exprimés en dollars.

Les moteurs de cette forte croissance ont été les importations des pays développés en provenance des pays producteurs de pétrole comme des pays en voie de développement non producteurs de pétrole (vive reprise des exportations de ces derniers pays) ; les exportations des pays développés se sont accrues le plus dans leurs échanges mutuels.

Ainsi la valeur des importations de l'ensemble des pays de l'OCDE s'est accrue de 1975 à 1976 d'environ 15 %, dont 18,5 % pour les importations en provenance des pays tiers. La valeur, toujours en dollars, des exportations des pays de l'OCDE s'est accrue de 11 %, dont 14 % pour les exportations à destination des pays membres, et 4 % seulement vers les pays tiers (dont 15 % environ vers les pays producteurs de pétrole et une stabilité sinon une légère baisse en valeur vers les autres pays tiers).

Cette vive croissance des échanges s'est effectuée pour l'essentiel entre le début de l'automne 1975 et le début de l'été 1976 ; ainsi, du troisième trimestre 1975 au troisième trimestre 1976, le volume des importations des Etats-Unis s'est accru de 26 % environ (21,5 % en moyenne annuelle) ; dans la même période le volume des importations du Japon s'accroissait de près de 15 % (12 % en moyenne annuelle).

Pour ce qui est de la Communauté Européenne, le volume des importations des 9 pays s'accroissait de 1975 à 1976 de 14 % en moyenne annuelle (dont près de 10 % d'accroissement entre septembre 1975 et mars 1976) ; le volume de leurs exportations s'accroissait en moyenne annuelle de 10 % environ (après la baisse des premiers mois de 1975, on observait une croissance de 10 % entre le 3^{ème} trimestre 1975 et le deuxième trimestre 1976).

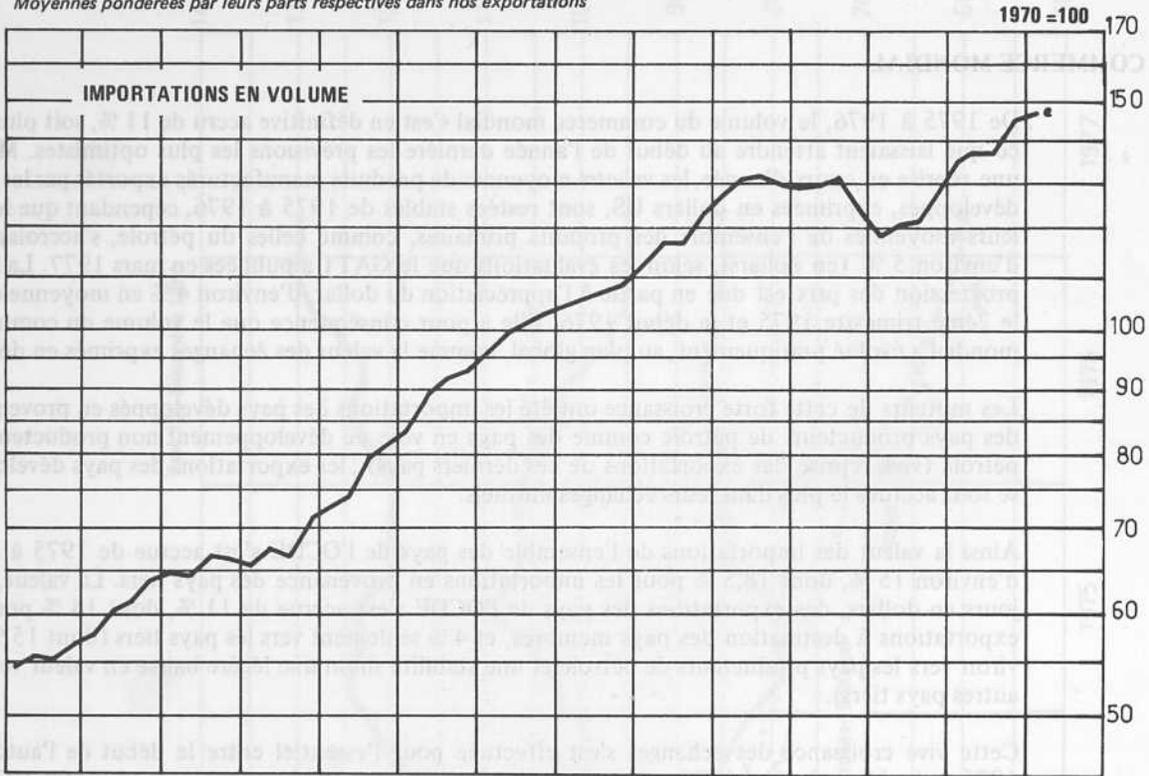
Dans le même temps, les variations des valeurs moyennes restaient très modérées: de 1975 à 1976 environ 4 % pour les valeurs moyennes à l'importation de la CEE et 3 % à l'exportation, ce qui représente une légère dégradation des termes de l'échange pour des valeurs exprimées en unité de compte européenne (et aussi une quasi stabilité pour les valeurs exprimées en dollars, compte tenu de l'appréciation du dollar par rapport à l'unité de compte). Bien évidemment, de très amples disparités existent dans les évolutions de valeur moyenne entre les différents pays, exprimées en monnaies nationales, et même lorsqu'on tient compte des variations de parité des monnaies entre elles: celles-ci ont donc conduit à de substantielles modifications des prix à l'exportation et à l'importation, dont on sait par expérience qu'ils sont largement liés aux mouvements relatifs des prix et des coûts dans les différents pays.

Des modifications de tendance se sont opérées en 1976 avec la consolidation de la reprise mondiale ; la première a été une accélération progressive de la hausse des prix des produits manufacturés exportés par les pays industrialisés ; en dollars US, comme en monnaie de compte européenne, on est passé, comme on l'a noté précédemment, à un rythme de progression de l'ordre de 6 à 7 % l'an, ce qui reste modéré.

Ensuite, une fois passés les effets dus à la forte progression des demandes internes suscitées dans différents pays par des mesures de relance, une fois passée la forte reprise de la demande intermédiaire due à l'arrêt du déstockage et à la légère reconstitution des stocks, compte tenu aussi de la modération récente de la demande dans les pays qui ont encore à restaurer leurs équilibres internes et externes, on a assisté à une modération du développement des échanges. Ainsi, du 2^{ème} au 4^{ème} trimestre 1976, le volume des exportations des pays de la CEE s'est accru à un rythme annuel voisin de 5 % l'an seulement.

GRAPHIQUE 4
COMMERCE EXTERIEUR DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

Moyennes pondérées par leurs parts respectives dans nos exportations



Source : données de l'O.C.D.E. concernant 6 pays : U.S.A., Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas.

Les importations des pays en voie de développement non producteurs de pétrole n'ont que faiblement progressé en valeur (+ 4 % de 1975 à 1976), ce qui correspond sans doute à une stagnation, sinon à une nouvelle baisse en volume après celle de 1975. Les exportations des pays industrialisés vers ces pays sont restées stables en valeur, représentant environ 20 milliards de dollars par trimestre. Cependant une reprise s'est amorcée fin 1976 et doit se poursuivre en s'amplifiant en 1977. En effet, les recettes à l'exportation de ces pays se sont notablement accrues en 1976. Ainsi les importations des pays industriels en provenance de ces pays se sont accrues de près de 30 % en valeur au cours de l'année 1976. Si, pour les matières premières et produits bruts, le volume de la demande est aujourd'hui en croissance nettement moins rapide, cette inflexion est plus que compensée par l'accélération substantielle de la hausse des prix notamment pour les denrées agricoles (café, cacao, oléagineux). Il faut noter aussi la demande à l'importation accrue des pays de l'Extrême Orient exportateurs de produits manufacturés, contrepartie du fort développement de leurs ventes dans les pays industrialisés. Cependant, nombre de ces pays en voie de développement conservent un important déficit de leurs paiements courants ; aussi faut-il prévoir pour 1977 la poursuite du lent développement récent du volume de leurs importations - de l'ordre de 5 à 7 % l'an en volume pour l'ensemble de ces pays.

Le volume des importations des pays à commerce d'Etat doit également continuer de croître modérément (environ 5 % l'an en volume) en raison des efforts déployés par la plupart de ces pays pour réduire les importants déficits de leurs échanges avec les pays développés à économie de marché (le déficit commercial global de l'ensemble de ces pays a encore atteint 6 milliards de dollars en 1976).

Les recettes des pays producteurs de pétrole augmentent à nouveau en raison à la fois d'un accroissement du volume des exportations de pétrole comme de l'accroissement de son prix, permettant un nouvel accroissement des importations des pays de l'OPEP dont la demande est extensible à court terme. La demande à l'importation s'est accélérée dès 1976, et les tendances actuelles permettent de prévoir un accroissement du volume de leurs importations de 16 % l'an, légèrement plus élevé que celui de 1976.

Le développement des importations des pays développés extérieurs à la CEE est sensiblement plus modéré aujourd'hui en regard de la vive croissance de 1976 ; la raison essentielle en est la moindre croissance des importations des Etats-Unis, qui a été masquée dans les premiers mois de l'année 1977 par la forte progression des achats de pétrole à l'étranger. Après une croissance du volume des importations de 21 % entre 1975 et 1976, on prévoit aujourd'hui un accroissement de 12 % l'an seulement. Une légère modération est également attendue au Japon en moyenne annuelle (10 % de 1976 à 1977, contre 11,5 % de 1975 à 1976) mais cette prévision implique une légère accélération, sous l'effet de la reprise de l'économie attendue après la pause de la fin de l'année 1976, et de l'appréciation du yen.

La question s'est posée récemment de savoir quel effet d'entraînement pouvait avoir une expansion plus soutenue aux Etats-Unis et au Japon sur l'activité économique dans les principaux pays européens. Si l'on considère alors l'Europe comme un ensemble, elle a comme débouchés à l'exportation :

- les Etats-Unis (et le Canada)	20 %
- le Japon	3 %
- les autres pays développés	9 %
- les pays en voie de développement (producteurs de pétrole et autres)	51 %
- les autres pays à commerce d'Etat	17 %
	100 %

Si dans une analyse des effets d'entraînement du commerce international, on excluait - comme cela est quelquefois fait - les deux derniers groupes de pays, on voit que les Etats-Unis et le Japon représentent alors le débouché essentiel des exportations des pays européens - mais cependant 2 % seulement de leur PIB.

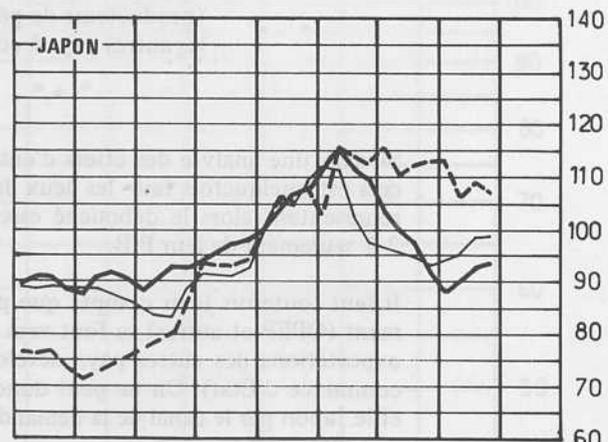
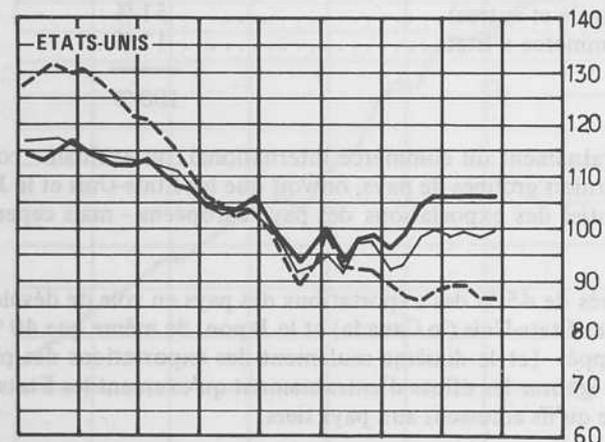
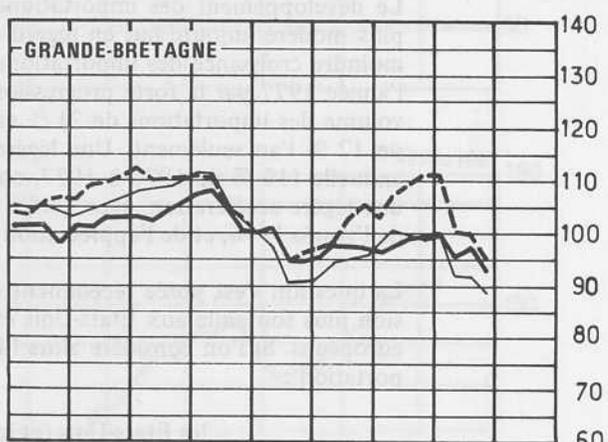
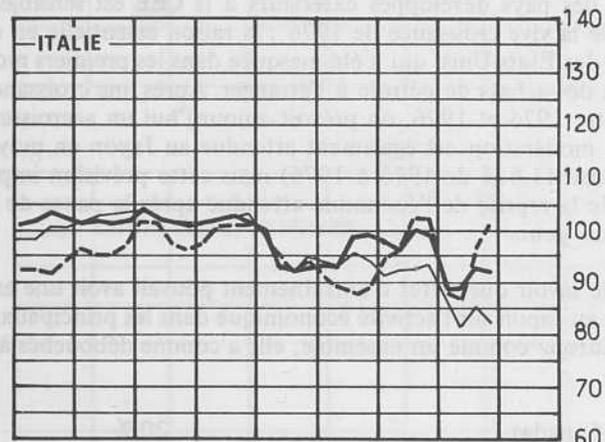
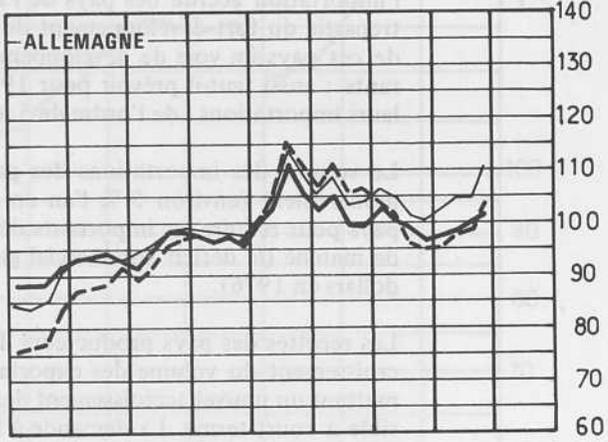
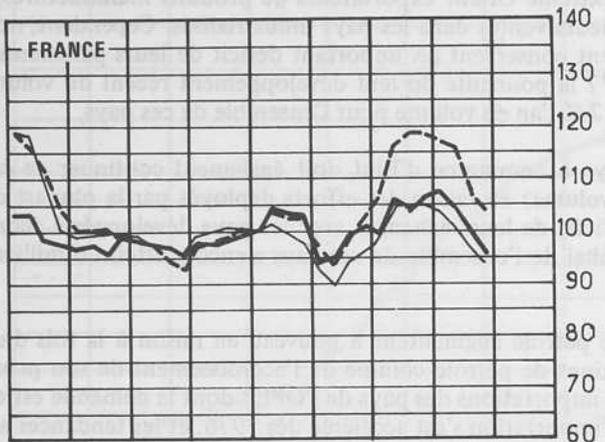
Il faut toutefois tenir compte que près de 45 % des exportations des pays en voie de développement (OPEP et autres) se font vers les Etats-Unis (le Canada) et le Japon, de même que 40 % des exportations des autres pays développés (et le dixième seulement des exportations des pays à commerce d'Etat). On ne peut donc ignorer les effets d'entraînement qu'exercent les Etats-Unis et le Japon par le canal de la demande qu'ils adressent aux pays tiers.

Prenant en compte uniquement les effets de transmission à l'intérieur de sa zone, l'OCDE évaluait que par les seuls effets du commerce extérieur entre pays développés une croissance supplémentaire de 1 % aux Etats-Unis et au Japon entraînait une croissance accrue de 0,3 % seulement

GRAPHIQUE 5

— RAPPORT DE PRIX DE GROS
 - - - RAPPORT DE COUT UNITAIRE
 — RAPPORT DE VALEURS MOYENNES A L'EXPORTATION

(A CEUX DES PAYS CONCURRENTE, COMPTE TENU DES VARIATIONS DE PARITE)



Base 100 : 1er trimestre 1973

dans les pays européens, avec de surcroît un délai de transmission de près de deux ans. Ce calcul minore sans doute les répercussions:

- pour la raison de l'influence transmise par la demande accrue aux pays tiers (OPEP et PEVD)
- mais aussi parce que les échanges extérieurs ne sont pas la seule voie de transmission ; ont sans doute des effets plus rapides la transmission qui s'opère par le canal monétaire, comme celle qu'entraîne assez rapidement l'adaptation des politiques économiques dans les autres pays.

La perspective d'une expansion qui serait plus soutenue aux Etats-Unis et au Japon, et à plus forte raison en Allemagne - qui représente environ 27 % du commerce intra-CEE, est susceptible d'avoir sur les conjonctures des pays européens un effet relativement important, même à assez court terme.

Comme pour les Etats-Unis, et, dans une moindre mesure, le Japon, le commerce qu'effectuent entre eux les pays européens avait connu de 1975 à 1976 une expansion vigoureuse ; aussi les échanges entre les pays de la CEE s'étaient accrus de 20 % en valeur (en unité de compte EUR) et de près de 18 % en volume entre l'été 1975 et l'été 1976. Depuis leur expansion s'est très ralentie.

Ce ralentissement a touché pratiquement tous les produits échangés : matières premières et produits bruts, demi-produits, biens d'équipement principalement ; le ralentissement des échanges d'autres produits manufacturés étant moins important.

Cette croissance relativement lente est appelée à se poursuivre, la raison principale en étant la croissance faible (Grande Bretagne, Italie) ou modérée (France, Benelux) de la demande interne entre 1976 et 1977. La demande à l'importation doit également croître de façon modérée dans des pays comme les pays scandinaves (Suède, Norvège), l'Espagne ou la Suisse.

Au total, le volume des importations des pays de la CEE, comme celui des autres pays européens, s'accroîtrait en volume d'environ 5 % - contre 12 à 13 % entre 1975 et 1976.

Par pays, les prévisions retenues sont les suivantes :

Evolution du volume des importations de 1976 à 1977 (en %)

- Allemagne	+ 8
- Italie	+ 1 à 1,5
- Pays-Bas	+ 7
- Belgique-Luxembourg	+ 7,5
- Royaume-Uni	+ 4
<hr/>	
ENSEMBLE DE LA CEE	+ 5 à + 5,5

En récapitulation, l'évolution du commerce mondial serait de 1976 à 1977, la suivante :

	PONDÉRATION 1976	ÉVOLUTION 1977/1976
C.E.E.	33	+ 5 à 5,5 %
Reste de l'Europe	10	+ 5 %
U.S.A. - CANADA	16	11 %
JAPON	6	10 %
Autres pays développés	3	5 %
O.P.E.P.	6 1/2	16 %
Autres P.E.V.D.	15 1/2	5 à 7 %
Pays à commerce d'État.	10	5 %
<hr/>		
Ensemble	100	7 à 7,5 %

Valeurs moyennes à l'exportation et évolution relative par rapport à celle des pays concurrents

	Valeur moyenne à l'exportation		Variation par rapport à celle des pays concurrents, compte tenu des modifications de valeur des monnaies (en %)	
	IV 75/IV 74	IV 76/IV 75	IV 75/IV 74	IV 76/IV 75
FRANCE	3,3	10,5	+ 8	- 11
ALLEMAGNE	+ 4,1	+ 2,7	- 3,1	+ 5,1
ÉTATS-UNIS	9,2	8,2	+ 7,7	- 0,3
JAPON	- 10,3	+ 7,2	- 16,7	+ 2,8
ROYAUME-UNI	+ 20,6	+ 24,8	+ 2,1	- 6,3
ITALIE	+ 6,3	+ 25,2	+ 1,3	- 7,4
U.E.B.L.	+ 6,1	+ 3,6	- 1,2	+ 3,4
PAYS-BAS	- 2,9	+ 5,7	- 8,6	+ 5,1

**Multiplicateurs du commerce extérieur à l'intérieur des Pays de l'O.C.D.E.
Effet d'une augmentation continue du PNB de 1 %**

Pays connaissant une majoration de 1 % de son PNB	Effet (après deux ans) sur le PNB des autres pays européens (% de leur PIB)
ÉTATS-UNIS	0,24
JAPON	0,11
ALLEMAGNE	0,22

(Ce calcul ne tient compte que de l'impact du commerce extérieur, y compris ses effets multiplicateurs, à l'intérieur de la zone de l'OCDE).

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Compétitivité et performances à l'exportation

Depuis le début de 1973, une dérive des évolutions nominales s'était produite. Du premier trimestre 1974 au 3ème trimestre 1975, les coûts unitaires de main-d'œuvre, exprimés en francs, se sont accrus de près de 40 % en France. Dans les pays étrangers concurrents de la France, les coûts unitaires de main-d'œuvre, exprimés en «monnaie mondiale» (1), se sont accrus de 23 %. Cette disparité d'évolution résulte certes pour une part non négligeable d'une baisse de productivité plus grande, due au maintien d'effectifs plus nombreux en regard de la production.

La contrepartie eût dû être une baisse des coûts unitaires de main-d'œuvre, due à un sensible rétablissement de la productivité lors de la reprise, à condition que les évolutions nominales des rémunérations se modèrent. La reprise n'a en fait entraîné qu'une stabilisation des coûts unitaires (en francs) jusqu'au premier trimestre 1976, parallèle à celle observée en moyenne à l'étranger (en «monnaie mondiale») ; ultérieurement, les progressions des coûts étaient parallèles (+ 5 % environ du premier au quatrième trimestre 1976). L'écart qui était apparu entre 1974 et 1975 ne se résorbait donc pas.

Cet écart dans les évolutions des coûts, qui menaçait le maintien de la valeur du franc, se retrouvait également dans les évolutions des prix ; sur l'ensemble de la période écoulée entre le 1er trimestre 1974 et le 4ème trimestre 1976, la différence d'évolution des prix à la production (mesurée dans le cas de la France à partir des indications de l'enquête quadrimestrielle dans l'industrie corrigées de leur biais habituel) ou dans les valeurs moyennes à l'exportation des produits manu-

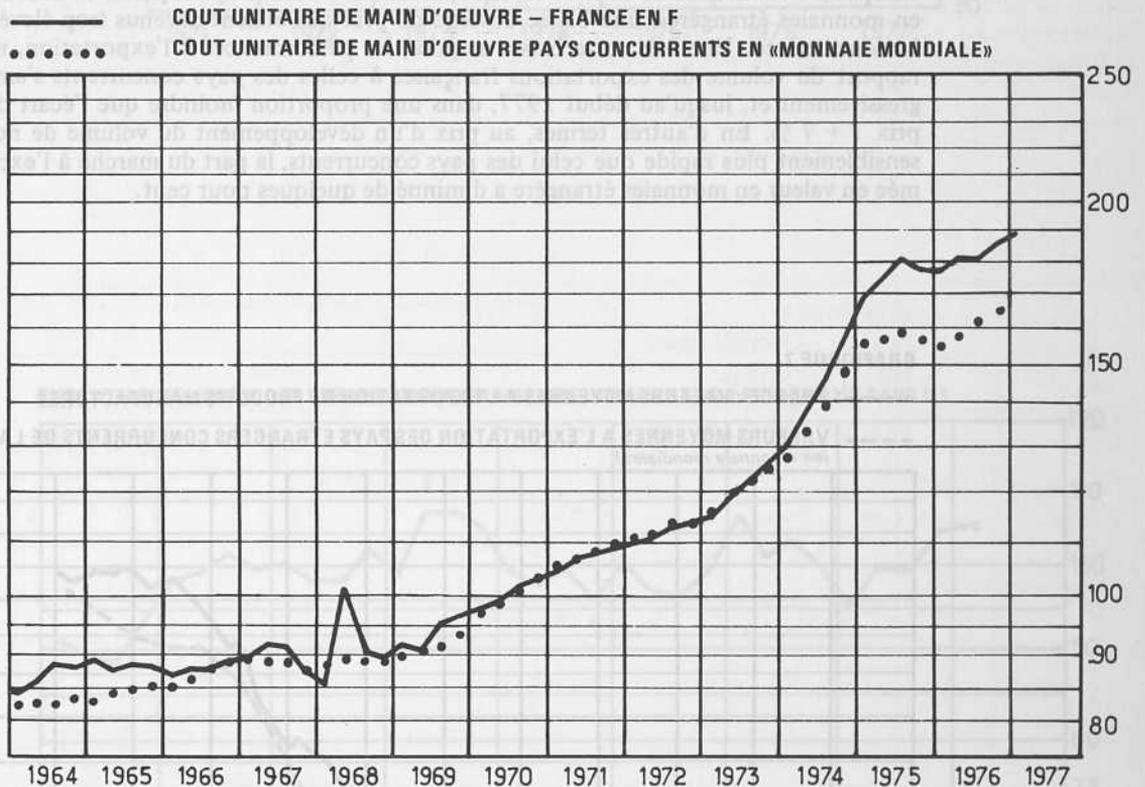
(1) Le concept de «monnaie mondiale» représente l'évolution moyenne des valeurs des monnaies des principaux pays concurrents de la France à l'exportation.

facturés, atteint 5 à 6 %, contre 10 % pour les coûts unitaires de main-d'œuvre : ce dernier écart, indépendant des phénomènes de variation de valeur du franc vis-à-vis des monnaies des pays concurrents, reflète l'alourdissement plus grand en France des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le partage des revenus, ou — en sens inverse — la dégradation relative de comptes d'exploitation des entreprises, en particulier sous la pression d'une concurrence étrangère limitant les augmentations de prix praticables en France comme sur les marchés étrangers.

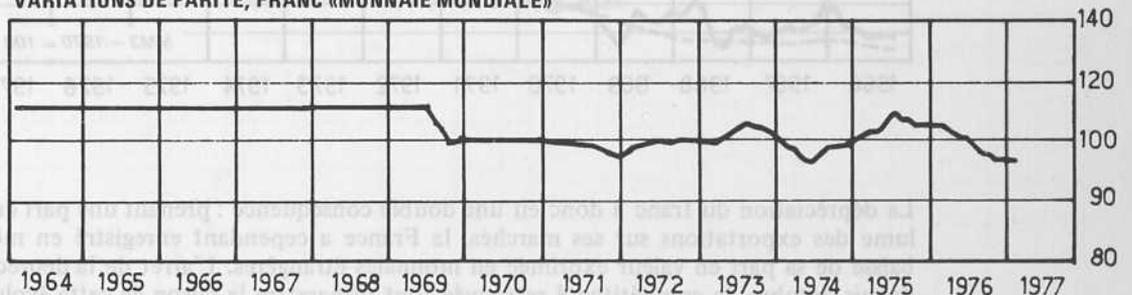
La valeur actuelle du franc assure aujourd'hui aux produits français une situation de très bonne compétitivité, analogue à celle qui avait été obtenue au lendemain de la dévaluation de 1969 ou au cours du premier semestre 1974. Cette situation, si elle favorise la progression de l'activité, n'a pas que des avantages : elle tend à freiner le mouvement de désinflation interne, en enchérissant en proportion le coût des importations de la France, dont les 2/3 sont libellées en devises étrangères ; elle rend moins nécessaire, chez les exportateurs français, la maîtrise de leurs coûts.

Il est vrai que, dans un régime généralisé de parités flottantes, les déterminants de la valeur d'une monnaie, qui sont principalement les évolutions relatives des coûts et des prix, sont complexes, et des délais relativement longs existent dans les ajustements des variables économiques réelles aux conditions qui les régissent. Ceci contribue au maintien du franc à sa valeur actuelle depuis plusieurs mois, niveau qui correspond au plan des échanges commerciaux à une situation de prix compétitifs.

GRAPHIQUE 6



VARIATIONS DE PARITE, FRANC «MONNAIE MONDIALE»



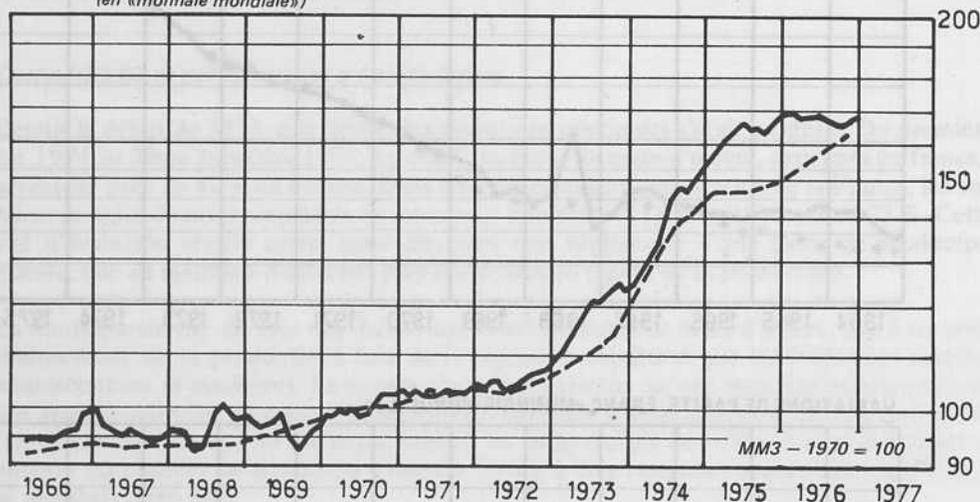
Le rétablissement de la compétitivité, en moyenne — ce qui a donc un sens pour apprécier les évolutions relatives au plan de l'ensemble de l'économie — recouvre cependant des situations très disparates, dont le contraste est encore accusé par la forte dispersion des évolutions des valeurs des monnaies des pays concurrents.

Cette situation permet cependant, en raison de l'alourdissement relatif des coûts unitaires de main-d'œuvre plus fort en France que dans les pays concurrents (et donc de la persistance depuis la reprise d'une évolution moins favorable en France de la part de la valeur ajoutée qui va aux entreprises) un relatif rétablissement des marges des exportateurs : c'est ce que traduit la croissance plus rapide, en 1976, des valeurs moyennes à l'exportation des produits manufacturés que de l'ensemble des prix à la production de l'industrie. On constate d'ailleurs (voir graphique N° 6) qu'à cette évolution différentielle de ces prix, entre autres variables, correspond en particulier l'appréciation ou la dépréciation moyenne du franc par rapport aux monnaies des pays concurrents. Ces chiffres traduisent donc un rétablissement relatif assez important des marges des exportateurs.

En 1976 les valeurs moyennes à l'exportation des produits manufacturés exprimées se sont accrues en cours d'année d'un peu plus de 10 %. Mais en raison de la dépréciation du franc en mars et au cours de l'été, ces valeurs moyennes exprimées en une moyenne pondérée des monnaies des pays exportateurs concurrents ont baissé en cours d'année, pour se retrouver au 1er trimestre 1977 au même niveau qu'au 4ème trimestre 1975. Pendant la même période et dans la même unité composite, les valeurs moyennes des produits manufacturés exportés par les pays concurrents de la France augmentaient de 8 à 9 %. En un an, le niveau relatif des prix des exportations françaises s'est abaissé de 10 à 11 %, la dépréciation du franc ayant permis, ainsi, une fois exprimés en monnaies étrangères, une baisse absolue de prix qui étaient devenus trop élevés par rapport à la concurrence. Une fois cette baisse acquise, les performances à l'exportation, mesurées par le rapport du volume des exportations françaises à celles des pays concurrents s'amélioreraient progressivement et, jusqu'au début 1977, dans une proportion moindre que l'écart de variation des prix : + 7 %. En d'autres termes, au prix d'un développement du volume de nos exportations sensiblement plus rapide que celui des pays concurrents, la part du marché à l'exportation exprimée en valeur en monnaies étrangères a diminué de quelques pour cent.

GRAPHIQUE 7

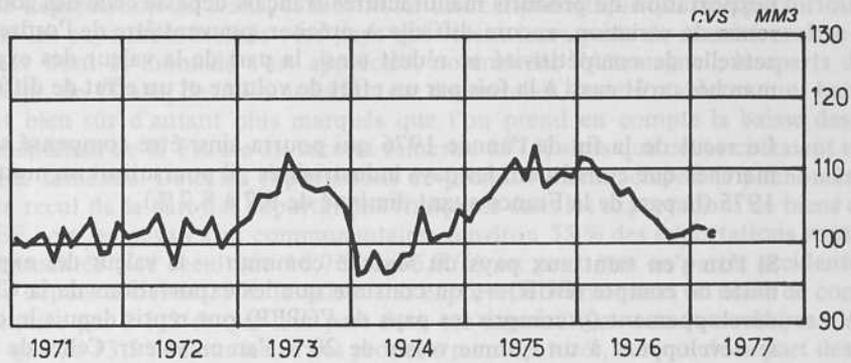
— FRANCE : VALEURS MOYENNES A L'EXPORTATION DE PRODUITS MANUFACTURES
 - - - VALEURS MOYENNES A L'EXPORTATION DES PAYS ETRANGERS CONCURRENTE DE LA FRANCE
 (en « monnaie mondiale »)



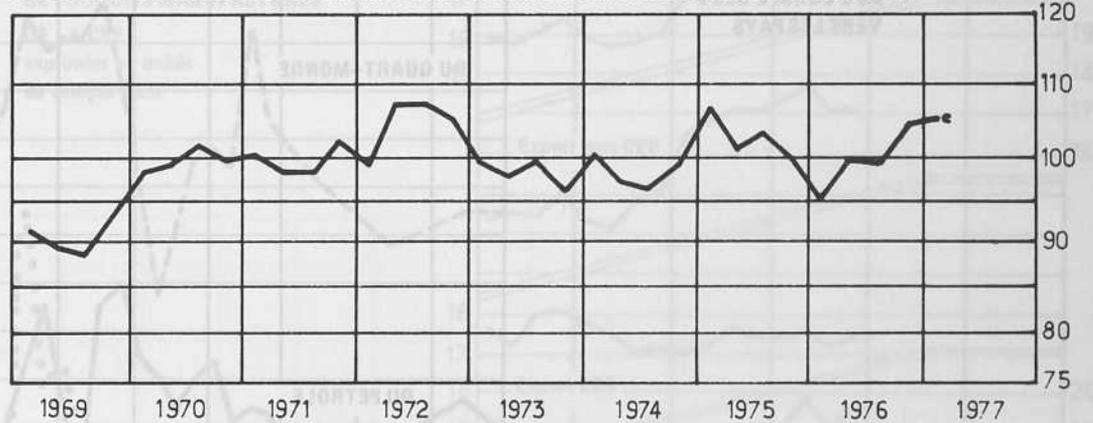
La dépréciation du franc a donc eu une double conséquence : prenant une part croissante du volume des exportations sur ses marchés, la France a cependant enregistré en même temps une baisse de sa part en valeur exprimée en monnaies étrangères. L'arrêt de la dépréciation du franc depuis octobre, la compétitivité retrouvée font disparaître la raison de cette évolution contraire. En même temps, la maîtrise progressive des coûts et des prix en France devrait permettre d'enregistrer rapidement le plein effet de la compétitivité actuelle sur le développement du volume

GRAPHIQUE 8

PRIX RELATIFS A L'EXPORTATION DES PRODUITS MANUFACTURES : FRANCE SUR 7 PRINCIPAUX PAYS (1)



EVOLUTION RELATIVE DES EXPORTATIONS EN VOLUME : FRANCE SUR 7 PRINCIPAUX PAYS (1)



(1) Etats-Unis, R.F.A., Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Belgique, Japon.

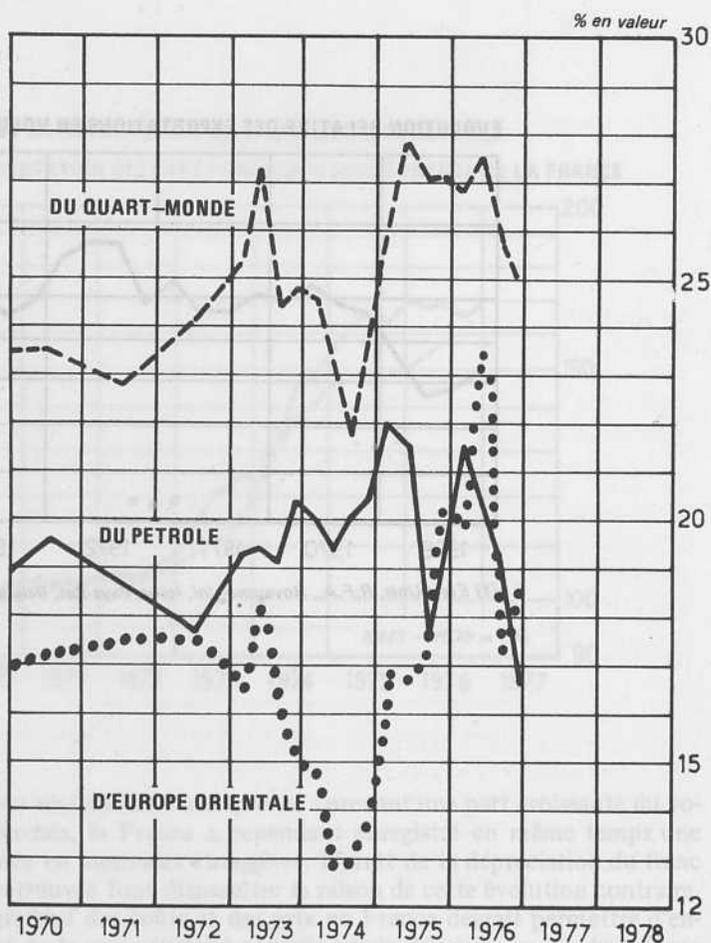
des exportations par un élargissement des parts de marché. C'est ce dont témoigne l'appréciation que portent les industriels sur la demande étrangère et les perspectives d'exportation, tout comme d'ailleurs le développement rapide du volume des exportations depuis l'automne, abstraction faite des conséquences défavorables de la sécheresse sur les exportations agro alimentaires : en dehors de ces produits, la progression est de 5 % en volume en 6 mois (sans cependant que l'utilisation des capacités, encore insuffisante, justifie l'accumulation de commandes en carnets).

Les exportateurs français ne prennent conscience qu'après plusieurs mois des variations substantielles qui affectent leur compétitivité par rapport à leurs concurrents étrangers ; c'est un des enseignements de l'enquête semestrielle qu'effectue l'INSEE sur la concurrence étrangère. Comme ils facturent pour l'essentiel en francs, c'est, lorsque varie la valeur du franc, dans un premier temps, le prix en devises étrangères pour le client étranger qui varie. La compétitivité actuelle étant grande, on constate depuis le début de l'année que la croissance des valeurs moyennes à l'exportation de produits manufacturés français dépasse celle des concurrents étrangers : la différence de variation, encore difficile à préciser, pouvant être de l'ordre de 3 à 4 % l'an. Si la marge actuelle de compétitivité se réduit ainsi, la part de la valeur des exportations françaises sur ses marchés croît aussi à la fois par un effet de volume et un effet de différence de prix.

Le recul de la fin de l'année 1976 qui pourra ainsi être compensé s'était accusé surtout sur les marchés que constituent les pays industrialisés ; il poursuivait un mouvement de baisse amorcé en 1975 (la part de la France ayant diminué de 9,7 à 8,7 %).

Si l'on s'en tient aux pays du Marché commun — la valeur des exportations étant mesurée en unité de compte (EUR) —, on constate que les exportations de la CEE vers les pays en voie de développement (y compris les pays de l'OPEP) ont repris depuis le deuxième trimestre 1976 et se développent à un rythme voisin de 20 % l'an en valeur. Celles de la France, par comparaison, restent stables en valeur depuis l'été 1975. La part de la France dans les exportations de la CEE vers les pays producteurs de pétrole culmine à 22 % au début 1975, et s'abaisse à 17 % au 4ème trimestre 1976 (recul de la part du marché algérien, stabilité de parts de marché vers les autres pays producteurs de pétrole).

GRAPHIQUE 9
PART DE LA FRANCE DANS
LES EXPORTATIONS
DE L'EUROPE DES 9
VERS LES PAYS

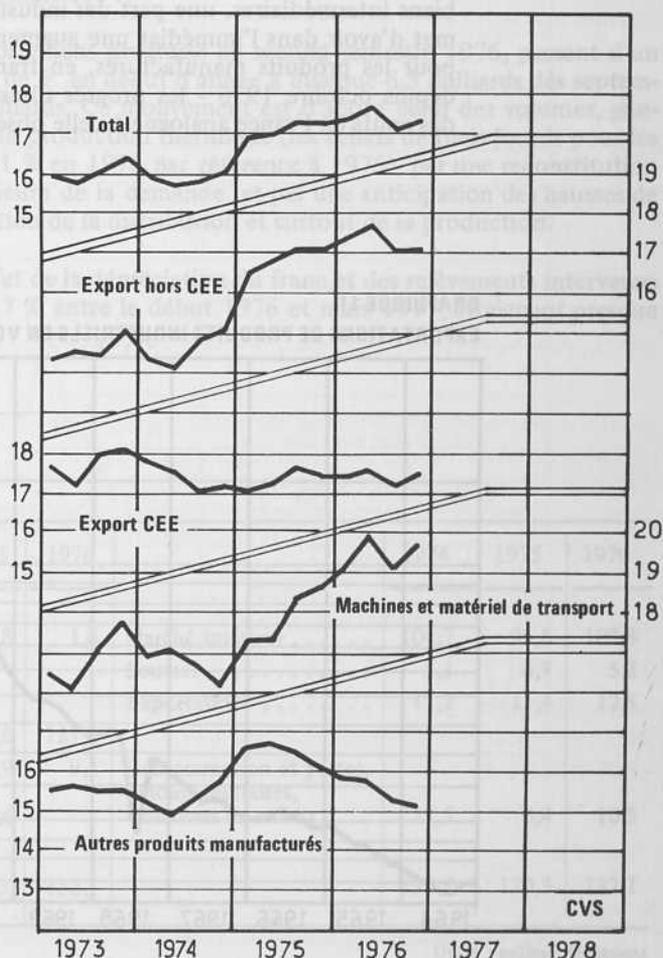


Vers les autres pays en voie de développement, la part des exportations françaises dans celles de la CEE culmine à 27 % entre le 2ème trimestre 1975 et le 2ème trimestre 1976, et baisse légèrement fin 1976 (25 %).

Vers les pays à commerce d'Etat, les exportations des pays de la CEE sont stables en valeur depuis le 4ème trimestre 1974. Celles de la France ont crû rapidement (40 % l'an) jusqu'au deuxième trimestre 1976, pour baisser au second trimestre 1976 du fait de la dépréciation du franc. Vers les pays développés hors CEE (Etats-Unis, Japon, autres pays européens,...) les exportations de l'Europe des 9 croissaient au rythme de 12 % l'an ; celles de la France beaucoup moins vite.

Enfin, dans le commerce intra européen (CEE), la part de la France baisse en partie seulement du fait de la dépréciation du franc. Il faut noter une caractéristique qui marque surtout les exportations vers les pays industrialisés : les pays qui voient leurs parts de marché croître en 1976 sont aussi ceux dont la monnaie s'est appréciée, notamment l'Allemagne ; les parts de marché de l'Angleterre, de l'Italie, de la France sont, sur ces marchés, restées stables ou ont baissé. Ces résultats sont bien sûr d'autant plus marqués que l'on prend en compte la baisse des exportations agro alimentaires de la France au second semestre 1976, alors que celles-ci étaient restées élevées au premier semestre. Dans les exportations de produits manufacturés, le phénomène le plus ample est le recul de la part des exportations françaises dans les exportations de biens d'équipement de la CEE vers les pays extra communautaires (environ 55 % des exportations vont en dehors de la Communauté) ; ce recul (de 18,7 % à 16,9 %) est peut être en partie accidentel ; il est vrai aussi que depuis le début 1976 la valeur des exportations françaises en unité de compte (EUR) a été multipliée par 2 1/2 et que leur part dans ces exportations communautaires n'était au début de 1973 que de 13,5 %. Pour les autres produits manufacturés, le recul de la part des exportations françaises s'est manifesté surtout de la fin 1975 à l'été 1976, et semble donc être imputable à la vigueur de la demande intérieure française, et à la saturation des capacités de production dans nombre d'industries produisant des biens de consommation. Depuis la fin 1976, les exportations françaises de ces biens connaissent une forte croissance en volume.

GRAPHIQUE 10
PART DE LA FRANCE
DANS LES EXPORTATIONS
DE PRODUITS MANUFACTURÉS
DE LA CEE,
 exprimées en unités
 de compte UER

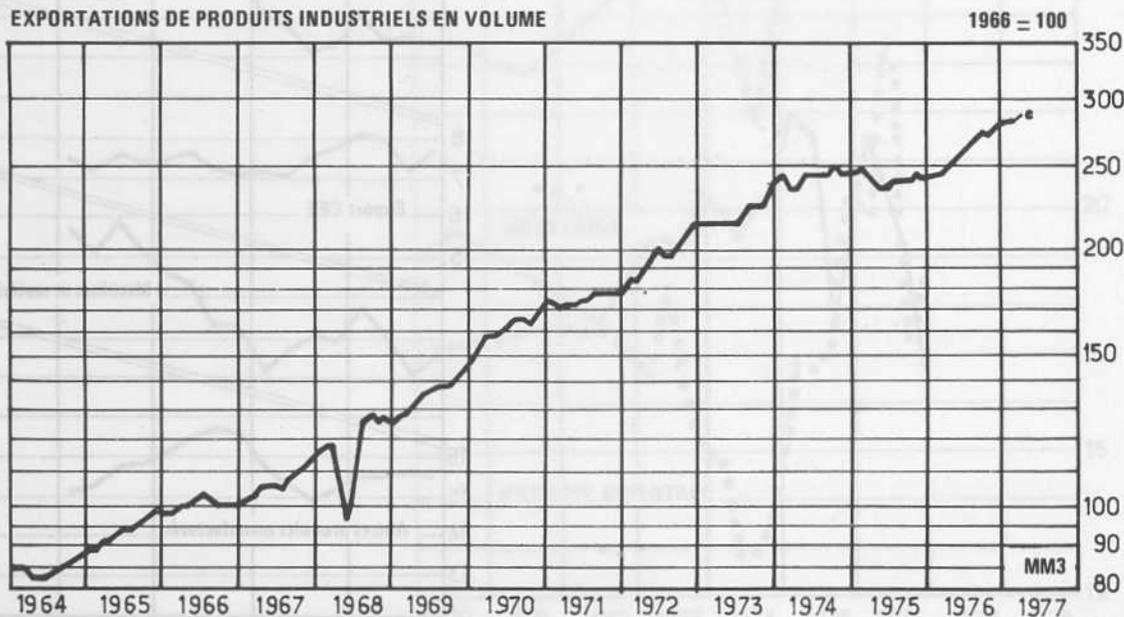


Les exportations

Médiocrité persistante des exportations agro-alimentaires, volume du commerce mondial restant sur sa tendance récente, mais en moindre accroissement que de 1975 à 1976 (7 % l'an contre 11), très bonne situation de compétitivité de la France, procurée il est vrai au départ par la forte dépréciation du franc en 1976, permettant à la fois des gains de part de marché (développement du volume des exportations françaises plus rapide que celui des concurrents étrangers), et des gains en valeur par un développement plus rapide de prix qui, avec un amoindrissement de la compétitivité actuelle, permettent aux exportateurs de relever leurs marges bénéficiaires et accroissent leur propension à exporter, enfin une détente dans l'utilisation des capacités de nombre d'industries françaises de biens de consommation, telles sont en résumé les grandes lignes de la situation présente qui permettent de prévoir un développement soutenu des exportations en volume et en valeur. Ainsi déjà, les exportations de biens industriels se sont-elles accrues de près de 8 % en volume depuis la mi 1976 : les exportations de demi produits, stables depuis la mi 1976, reprennent depuis le début de l'année ; les volumes des livraisons à l'étranger de biens d'équipement, assez fluctuants, plafonnent pendant quelques mois ; déjà, les exportations de biens de consommation sont en forte reprise (+ 12 % en volume depuis la mi 1976). Après avoir baissé nettement en 1976, les exportations agro-alimentaires restent médiocres, et, pour des produits importants (céréales) le seront jusqu'aux prochaines récoltes.

Le volume des exportations de biens industriels continuera de croître rapidement, même si dans de nombreux secteurs le volume des commandes restant en carnet n'assurera encore qu'un nombre jugé peu important de semaines d'activité - ce qui témoigne plus de l'ampleur des capacités de production qui restent inutilisées que de l'insuffisance vigueur de la progression de la demande, en particulier pour toutes les industries capables de livrer sur stocks : biens de consommation, biens intermédiaires, une part des industries d'équipement. Enfin, si la compétitivité actuelle permet d'avoir dans l'immédiat une augmentation rapide des prix de vente (de l'ordre de 10 % l'an pour les produits manufacturés, en francs - mais la valeur de celui-ci reste stable en moyenne depuis octobre 1976 - les progrès ultérieurs dépendront rapidement d'une maîtrise des prix et des coûts en France analogue à celle observée chez nos principaux concurrents étrangers.

GRAPHIQUE 11
EXPORTATIONS DE PRODUITS INDUSTRIELS EN VOLUME



Trimestre annuel 1967-1977	Montant en 1976 10 ⁹ Francs	% du total en 1976	1976/1975	1977/1976	Montant 1977
	129,8	121,3	+ 14,2		

Les importations

Le poste agro-alimentaire, affecté tant par la sécheresse de l'été 1976 que par l'emballement poursuivi jusqu'en fin d'année du cours des denrées tropicales, a fortement creusé le déficit de nos échanges au second semestre 1976. La valeur de nos importations passe ainsi d'un niveau mensuel de 3 milliards de F début 1976 à 4,25 pour la moyenne du dernier trimestre et à 4,5 milliards au 1er trimestre 1977. En termes de solde, cette progression de près de 50 % en un an, acquise pour près de la moitié au cours de l'été, nous fait passer d'un excédent CVS de quelque 2,8 milliards de F au 1er semestre 1976 à un déficit de 3,4 milliards au second. Sur l'ensemble de l'année, le solde déficitaire de 500 millions est à comparer aux excédents de 1975 : 2 milliards de F et de 1974 : 5,9 milliards (1).

Les volumes importés de produits agro-alimentaires ont progressé de 17 % du 1er trimestre au sommet d'octobre 1976. Le surcroît d'achats a porté sur les produits animaux et les viandes ainsi que sur les produits à base de céréales et dans une moindre mesure les produits laitiers et les corps gras alimentaires.

Entraînées par les denrées tropicales et sous l'effet de la baisse du franc, les valeurs moyennes à l'importation progressent du quart en 1976.

Les prix moyens du café à l'importation ont doublé de 1975 à 1976 et pratiquement triplé entre fin 1975 et fin 1976, suivant le rythme de cours mondiaux, qui convertis en francs ont été multipliés par plus de 6 du début 1975 à la pointe de mars 1977. Le coût de nos importations de café passe ainsi de 1,6 milliard de F en 1975 à 3,3 dès 1976. Pour le cacao les cours en francs sont multipliés par 3 entre le début 1976 et mars 1977.

Les achats d'énergie ont également fortement progressé au second semestre 1976, passant d'un niveau mensuel moyen de 5 milliards de F en début d'année à quelque 6,5 milliards dès septembre. Début 1977 ils se situent à 6 milliards. Ce mouvement est d'abord celui des volumes, gonflés par le recours massif de l'EDF à la production thermique (les achats de fuels lourds pour les centrales thermiques progressent de 31 % en 1976 par référence à 1975), par une reconstitution des stocks réduits par la reprise antérieure de la demande, et par une anticipation des hausses de prix à intervenir aux stades de l'utilisation de la distribution et surtout de la production.

Les prix de la tonne de brut, sous l'effet de la dépréciation du franc et des relèvements intervenus du prix en dollars se sont accrus de 17 % entre le début 1976 et mars 1977, atteignant presque 500 F pour ce dernier mois.

(1) Soldes évalués en nomenclature N.E.C.

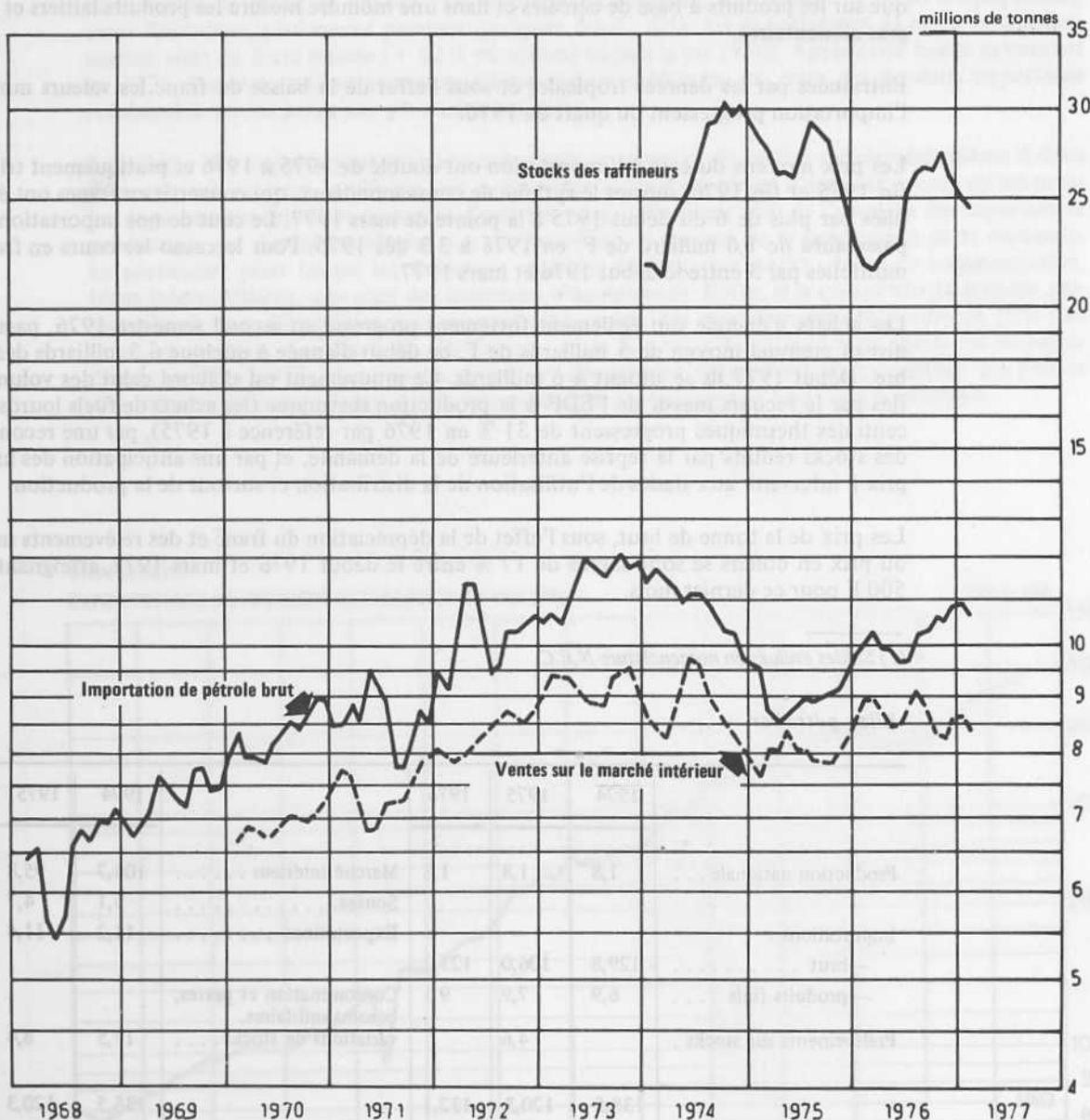
Bilan pétrolier

	1974	1975	1976		1974	1975	1976
Production nationale . . .	1,8	1,8	1,8	Marché intérieur	104,7	95,8	103,8
				Soutes	5,1	4,7	5,3
Importations :				Exportations	11,2	11,4	12,5
– brut	129,8	106,0	121,2	Consommation et pertes, besoins militaires, variations de stocks	17,5	8,4	10,5
– produits finis	6,9	7,9	9,1				
Prélèvements sur stocks .		4,6					
	138,5	120,3	132,1		138,5	120,3	132,1

Unité : million de tonnes

GRAPHIQUE 12

CONSOMMATION INTERIEURE DE PRODUITS PETROLIERS ET IMPORTATIONS DE PETROLE BRUT

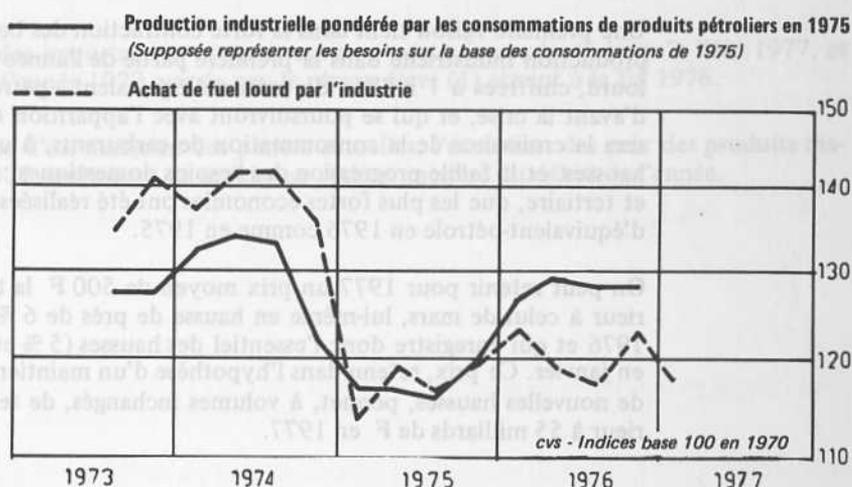


NB : Les corrections des variations saisonnières et la brièveté de la série des stocks rendent difficile l'interprétation simultanée des trois courbes

Importations et utilisations de produits pétroliers

	Tendance annuelle moyenne 1962-1973	Montant en 1976 106 Tonnes	% du total en 1976	1976/1975 %	1977/1976 Prévision	Montant 1977
I – Importations de pétrole brut	12 %	121,3		+ 14,2		
II – Consommation intérieure :						
– fuel domestique	11 %	30,8	29,7	+ 3,9	+ 1	31,1
– carburant auto	8 %	16,7	16,2	+ 5,3	+ 5	17,5
– fuel lourd	13 %	32,7	31,5	+ 13,5		29,8
<i>dont : Industrie</i>		<i>18,3</i>	<i>17,6</i>	<i>+ 2,8</i>	<i>0</i>	<i>18,3</i>
<i>E.D.F.</i>		<i>14,4</i>	<i>13,9</i>	<i>+ 31,2</i>	<i>- 20</i>	<i>11,5</i>
Consommation intérieure totale		103,8	100	+ 8,1	- 1	103
Variation de stocks producteurs du 31-12-1975 au 31-12-1976 . .		1,25				

**GRAPHIQUE 13
LA CONSOMMATION DE FUEL LOURD DANS L'INDUSTRIE**



Les importations de produits manufacturés ont accompagné à partir de la rentrée 1975 la vive reprise de la production industrielle. Elles ne progressaient plus, dès le printemps 1976, qu'à un rythme ralenti et plafonnent début 1977 suivant en cela la modération de l'activité industrielle observée depuis la fin de l'été.

Comme pour la production ce sont les biens de consommation qui ont tiré les importations jusqu'en fin d'année ; mais tandis que sur un an l'indice de production de ces biens croissait de 14 % les importations s'élevaient de près du quart. Cette pénétration étrangère accrue, jusqu'en fin d'année pour la consommation courante et l'équipement ménager, jusqu'à l'automne pour l'équipement automobile des ménages s'explique d'abord par la forte poussée, de rattrapage dans un premier temps, de la consommation des ménages. Au premier trimestre 1977 le volume de la consommation totale estimée marque une progression de 4 % en un an, de même que celle des seuls produits industriels. Une compétitivité diminuée avait renforcé ce mouvement, que la baisse du franc au cours de l'été a en partie corrigé.

Les volumes importés de produits intermédiaires sont stabilisés depuis le printemps, précédant d'un trimestre dans cette évolution la production intérieure et paraissent se contracter en début d'année. Les achats de biens d'équipement ne progressent plus depuis le printemps qu'au rythme modéré de 5 à 6 % l'an.

Les prix des produits manufacturés se sont accrus d'environ 17 % courant 1976. Leur hausse, incorporant une part de l'appréciation des monnaies de facturation étrangères par rapport au franc (12 % dont 6 % au cours des mois d'été) s'infléchit dès octobre pour s'opérer ensuite à 6 % l'an en fin de période, du fait surtout de biens intermédiaires à meilleur marché.

Cet enchérissement des produits importés est ressenti par les industriels interrogés sur la concurrence étrangère en décembre 1976. Ils font état de prix de vente sur le marché intérieur dont l'écart avec ceux de leurs concurrents étrangers s'est réduit d'un point depuis l'enquête précédente de mai. Pour les biens de consommation cet écart de prix reste toutefois très élevé jusqu'en décembre 1976 ; il s'accroît même pour les biens durables.

Evolution prévisible des importations

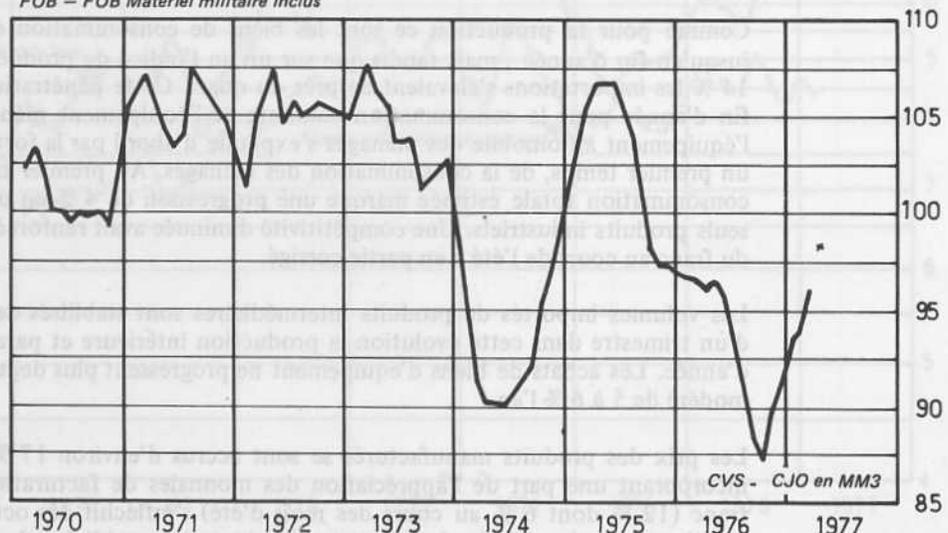
Les importations de produits agro-alimentaires resteront élevées en 1977 du fait essentiellement du renchérissement des achats de denrées tropicales. Sur la base des cours atteints dans les premiers mois de 1977 et compte tenu du décalage dans leur répercussion sur les valeurs moyennes, on peut chiffrer à plus de 9 milliards les importations en 1977 de café et de cacao, à savoir un surcoût de quelque 4,5 milliards de F par rapport à 1976. Les importations de café passeraient dans ce chiffrage de 3,3 milliards de F en 1976 à près de 7 milliards en 1977 ; le cacao progressant de 1,3 à 2,2 milliards de F.

Le surplus d'importation de produits pétroliers lié aux fortes utilisations de fuel lourd par l'EDF du printemps 1976 au tout début 1977 et aux achats d'anticipation de hausses de prix devrait se résorber au premier semestre. Pour l'ensemble de l'année les tonnages importés, s'alignant sur une consommation intérieure égale en 1977 à celle de l'année précédente, ne devraient pas dépasser les niveaux de 1976.

Une première raison tient dans la forte contraction des besoins d'EDF, et aussi dans l'atonie de la production industrielle dans la première partie de l'année et dans la poursuite d'économie de fuel lourd, chiffrées à 1 million de tonnes d'équivalent - pétrole en 1976 par rapport aux prévisions d'avant la crise, et qui se poursuivront avec l'apparition d'économies structurelles. Ceci compensera la croissance de la consommation de carburants, à un rythme encore réduit par les récentes hausses, et la faible progression des besoins domestiques : c'est dans ce dernier secteur, résidentiel et tertiaire, que les plus fortes économies ont été réalisées, à savoir quelque 10 millions de tonnes d'équivalent-pétrole en 1976 comme en 1975.

On peut retenir pour 1977 un prix moyen de 500 F la tonne de brut, soit un prix à peine supérieur à celui de mars, lui-même en hausse de près de 6 % sur le niveau moyen du 4ème trimestre 1976 et qui enregistre donc l'essentiel des hausses (5 % et 10 % selon les producteurs) appliquées en janvier. Ce prix, retenu dans l'hypothèse d'un maintien de la parité franc-dollar et de l'absence de nouvelles hausses, permet, à volumes inchangés, de tenir l'objectif d'un déficit pétrolier inférieur à 55 milliards de F en 1977.

GRAPHIQUE 14
TAUX DE COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS
FOB - FOB Matériel militaire inclus



La légère contraction en début d'année des volumes importés de produits manufacturés est d'abord technique, marquant une réaction au fort gonflement antérieur ; ces achats reprendront leur progression courant 1977 mais à un rythme ralenti.

Les achats de demi-produits resteront déprimés comme le marché intérieur et seront les plus longs à reprendre. Les industriels interrogés en avril prévoient une stabilisation de leur production au cours des prochains mois et assez généralement les stocks apparaissent normaux. Enfin la stabilisation des prix des matières premières industrielles importées éloigne une reprise des achats de couverture.

Les biens d'équipement poursuivront leur progression à un rythme également modéré. Les indicateurs de commandes de machine-outils restent ainsi inférieurs à leur niveau de moyenne période et les retombées de surcroît de commandes de la fin 1975 iront en se réduisant. L'accroissement du volume de l'investissement industriel en 1977 reste enfin chiffrable à 2 %.

Pour les biens de consommation en revanche l'évolution diverge avec les composantes. Le poste automobile poursuivra le recul amorcé dès la rentrée 1976, par contrecoup à un fort gonflement des achats antérieurs lié à un rattrapage et à un renouvellement des réseaux d'importation (marques japonaises) et des modèles (marques allemandes) comme à des craintes de hausses de prix, et à une saturation de cette demande des ménages. Les biens de consommation courante et d'équipement ménager resteront par contre en progression. La concurrence est jugée renforcée sur le marché intérieur entre mai et décembre et pour ces produits l'écart des prix continue de jouer en défaveur des productions intérieures. Il s'agit certes dans l'enquête de produits substituables entre importations et production nationale. Pour l'ensemble du poste hors automobiles la faible progression intra-annuelle du volume de la consommation des ménages en ralentira l'importation.

Au total, le volume des importations resterait sur une pente descendante jusqu'à l'été 1977, et ne dépasserait en fin d'année 1977 que de peu le niveau élevé (1) atteint à la fin 1976.

Enfin avec l'hypothèse d'un maintien des parités actuelles, l'évolution des prix des produits manufacturés courant 1977 continuera de se faire au rythme modéré du début de l'année.



1 - LES BIENS DE CONSOMMATION

La consommation des ménages a connu fin 1976 une forte poussée calmatrice en janvier, suivie par compensation d'un repli en février-mars 1977.

Il en résulte une progression ralentie du 4ème trimestre 1976 au 1er trimestre 1977, qui reste toutefois dans la tendance relevée depuis le début de 1976 soit 3,5 % l'an. Cette tendance apparaît un peu inférieure à celle des revenus salariaux et sociaux (plusieurs facteurs ont en effet contribué à ralentir les achats des ménages : d'une part la progression plus lente des revenus individuels, d'autre part le ralentissement des dépenses individuelles, notamment en ce qui concerne les dépenses de la maison et le TMA).

Les dépenses d'équipement ont également ralenti dans le volume et approximativement au 3ème trimestre 1976. Sur les dépenses d'équipement d'investissement, il ne reste que la consommation de biens durables, qui a une tendance particulièrement ralentie pour les catégories à la tête des relevements de prix des ménages et le papier, tandis que la consommation d'électricité renforce les taux de croissance de ces produits.

En moyenne, la production de 1976 est supérieure de 1,5 % à celle de 1975, mais elle est inférieure de 1,5 % à celle de 1977, qui est supérieure de 1,5 % à celle de 1976.



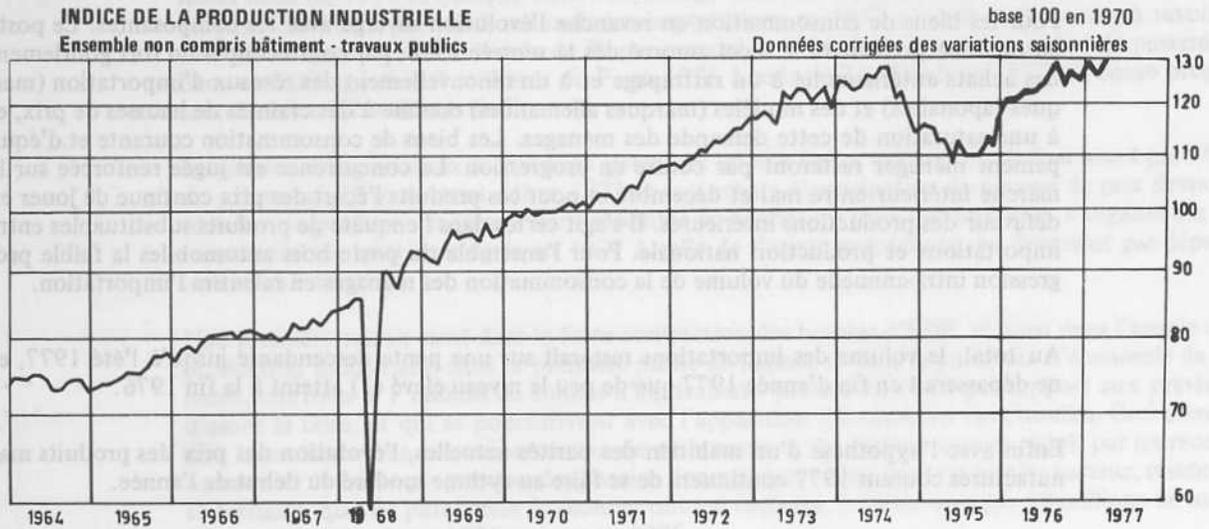
(1) La caractéristique du commerce extérieur français a en effet été, plus que le développement des exportations, celui des importations : du 3ème trimestre 1975 au 3ème trimestre 1976, la valeur en dollars des importations des autres pays de l'OCDE s'accroissait de 21 %, celle de la France de 27 %.

Les biens d'équipement poursuivent leur progression à un rythme soutenu. Les indices de consommation de machines-outils restent ainsi inférieurs à leur niveau de moyenne période et les commandes de biens d'équipement de la fin 1975 restent en hausse. L'accroissement du volume de l'investissement industriel en 1977 reste inférieur à celui de 1976.

Les achats de biens d'équipement restent inférieurs à leur niveau de moyenne période et les commandes de biens d'équipement de la fin 1975 restent en hausse. L'accroissement du volume de l'investissement industriel en 1977 reste inférieur à celui de 1976.

Les achats de biens d'équipement restent inférieurs à leur niveau de moyenne période et les commandes de biens d'équipement de la fin 1975 restent en hausse. L'accroissement du volume de l'investissement industriel en 1977 reste inférieur à celui de 1976.

GRAPHIQUE 15
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
Ensemble non compris bâtiment - travaux publics



GRAPHIQUE 16
CONSOMMATION DE PRODUITS INDUSTRIELS (mensuelle)



Après avoir oscillé pendant plusieurs mois autour d'un niveau proche du maximum de l'été (1), la production industrielle a faiblement augmenté au premier trimestre : du début de novembre au début de mars, le progrès serait de 1 à 2 % (2). Le sursaut de la demande intérieure qui a accompagné le gel des prix, et le renforcement des commandes étrangères sont à l'origine de ce raffermissement de l'activité, auquel a pu également contribuer un certain regain de confiance dans les entreprises. Car l'atténuation du pessimisme et l'arrêt de la dégradation des perspectives industrielles constituent sans doute le trait le plus important des derniers mois. La situation de nombre d'entreprises reste précaire, et l'attente générale reste celle d'une baisse de l'activité dans l'ensemble de l'économie, mais le risque d'une réduction marquée de la production est à présent écarté. Les craintes qui avaient été nourries à ce sujet, nées d'un climat général très déprimé, se sont estompées au cours du premier trimestre. Les enquêtes de conjoncture en témoignent ; elles mettent aussi en évidence des différences de situation entre les secteurs, souvent à l'intérieur d'un même groupe d'industries. Ainsi la demande apparaît-elle très inégalement répartie. Sa progression, faible dans l'ensemble depuis la mi-1976, pourrait dans l'immédiat s'interrompre, notamment pour les branches tournées vers la demande finale intérieure. Dans ces industries, l'excès de la production sur la demande pourrait nécessiter de légers ajustements en baisse. L'activité se stabiliserait ensuite au voisinage de son niveau actuel.

Les marges de capacité inutilisées restent relativement importantes en moyenne, les tensions ayant peu varié depuis novembre ; elles n'atteignent une certaine acuité que dans le secteur de l'habillement.

1 – LES BIENS DE CONSOMMATION

La consommation des ménages a connu fin 1976 une assez vive poussée culminant en janvier, suivie par compensation d'un retrait en février-mars 1977.

Il en résulte une progression ralentie du 4ème trimestre 1976 au 1er trimestre 1977, qui reste toutefois dans la tendance relevée depuis le début de 1976, soit 3 % l'an. Cette tendance apparaît un peu inférieure à celle des revenus salariaux et sociaux ; plusieurs éléments ont en effet contribué à ralentir les achats des ménages : d'une part la progression plus lente des revenus des entrepreneurs individuels, d'autre part le ralentissement des crédits et une pression fiscale accrue. L'accélération de fin d'année correspond à la fois à une augmentation du pouvoir d'achat plus rapide à partir du 3ème trimestre et à des anticipations de dépenses visant à bénéficier du gel des prix et de la baisse de la TVA.

Les achats de produits alimentaires, qui s'étaient rapidement développés à la mi-1976, se sont infléchis ; ils se situent à 2 % environ au-dessus de l'année précédente.

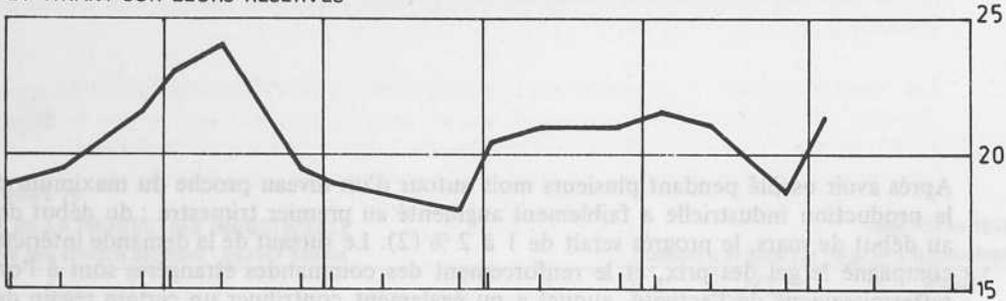
Les dépenses d'énergie ont également nettement ralenti après la pointe d'approvisionnement du 3ème trimestre 1976. Sur un an l'accroissement n'est que de 3 % ; il recouvre une quasi stabilité de la consommation de fuel domestique et une tendance provisoirement ralentie pour les carburants à la suite des relèvements de prix de novembre et février, tandis que la consommation d'électricité retrouve les taux de croissance d'avant 1974.

(1) En moyenne, la production de 1976 est supérieure de 9 % à celle de 1975 ; mais l'essentiel était acquis dès le début de l'année, et la production globale est apparue presque égale par la suite.

(2) D'après l'évolution moyenne des marges de capacité disponibles ; après interprétation des aléas qui affectent son évolution au mois le mois, et correction de leur effet, c'est ce que montre aussi l'indice de la production industrielle.

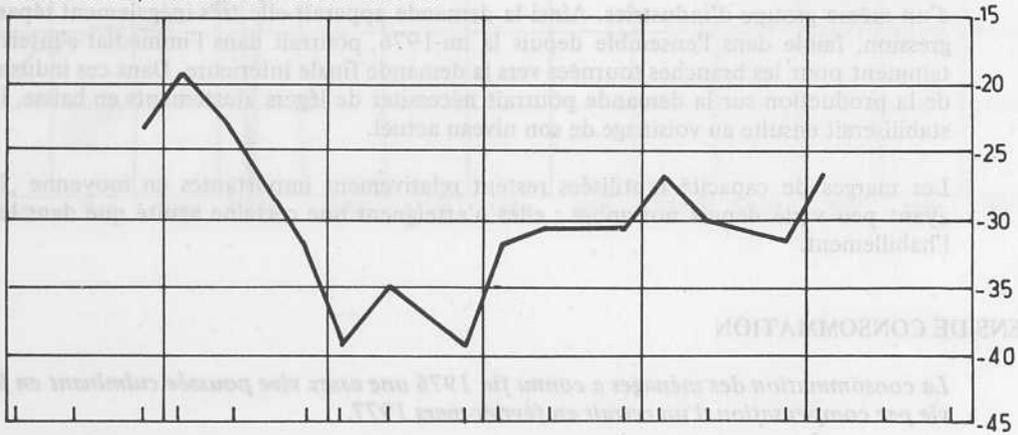
GRAPHIQUE 17
INDICE DE PERCEPTION DE LA SITUATION FINANCIERE ACTUELLE

DIFFERENCE ENTRE LES PROPORTIONS DES MENAGES METTANT DE L'ARGENT DE COTE
ET TIRANT SUR LEURS RESERVES



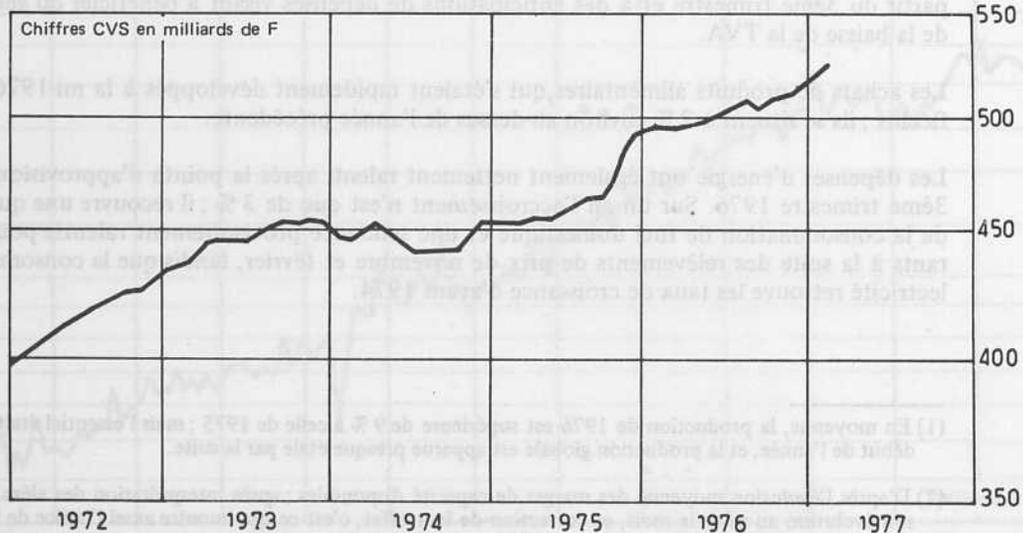
JUGEMENT SUR LA CAPACITE A EPARGNER

Différence entre les proportions des ménages pensant soit réussir soit ne pas réussir à mettre de l'argent de côté dans les mois qui viennent (voir tableau ci-contre)



EVOLUTION, EN TERME REEL, DES LIQUIDITES IMPUTEES AUX MENAGES

(Montant déflaté de l'indice des prix à la consommation)



Les produits industriels ont particulièrement bénéficié de la reprise de fin d'année : les immatriculations d'automobiles ont à nouveau progressé (180.000 en janvier, environ 160.000 en février et mars), les ménages accélérant leurs commandes pour bénéficier des prix garantis ; hors automobile les acquisitions des particuliers ont été en décembre-janvier supérieures de 7 % à celles de la mi-1976 mais de 3 % à 4 % seulement en février-mars : les ventes de textiles, bonnes en début d'année, marquent récemment un repli, celles d'équipement ménager se tassent (développement interrompu dans la radio-télévision, baisse dans l'électroménager et dans l'ameublement).

L'enquête sur les intentions d'achats des particuliers réalisée en janvier a fait apparaître un redressement du climat qui compensait en grande partie la dégradation intervenue fin 1976 : les effets du gel des prix, amplifiés par la réduction de la TVA, ont en effet pu être appréciés sur la situation financière actuelle.

Malgré une évolution de l'emploi jugée à nouveau préoccupante, l'amélioration de la situation financière apparaissait alors plus facile à obtenir, pour les mois suivants, qu'à l'automne 1976, la capacité à épargner se trouvant renforcée par le ralentissement des prix. Bien que les intentions à un an d'achats de biens d'équipement ne présentent qu'un recul assez faible, l'opportunité de faire actuellement des achats importants est apparue en début d'année bien moindre qu'au cours de 1976 ; cet état d'esprit prudent explique la retombée des ventes commerciales qui a suivi la pointe de début d'année.

La situation financière des ménages s'est améliorée au premier trimestre 1977.

Les avoirs liquides des ménages s'étaient stabilisés à l'automne dernier ; ils s'accroissent à nouveau assez rapidement (plus de 4 % de fin novembre à fin mars en termes réels). Sur un an leur progression atteint 7 %, sensiblement plus que celle du pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux : elle confirme le comportement prudent des particuliers en matière de consommation, mais aussi leur réticence à l'achat de logements ; elle est facilitée par une croissance monétaire qui se poursuit au rythme de 13 % l'an et par le ralentissement des prix qui diminue fortement le besoin de reconstitution des encaisses réelles.

Parmi les principales composantes des liquidités des ménages, celles qui ont enregistré une accélération sont essentiellement les disponibilités quasi-monétaires et autres placements d'épargne déposés dans les banques, les dépôts à vue étant pratiquement stables en volume : le redressement de la rémunération réelle est en effet clairement perçu par les particuliers qui montraient en janvier une préférence accrue pour les placements monétaires (1).

Au cours des prochains mois, l'épargne financière des ménages devrait être encore relativement importante malgré le ralentissement du pouvoir d'achat : l'investissement logement restera en effet freiné par le coût élevé d'acquisition, la pression fiscale est atténuée par rapport à celle de 1976, les prix à la consommation s'accroîtront moins rapidement malgré l'accélération passagère du printemps ; la propension à épargner, renforcée par le ralentissement de l'embauche, autoriserait donc, compte-tenu des revenus prévus, une progression des liquidités en termes réels proche de 4 % l'an. Les limites posées à l'accroissement de la masse monétaire et à la distribution des crédits auraient en définitive, à travers les comportements des divers agents économiques, pour résultat de maintenir au moins à son niveau actuel l'aisance financière des ménages.

Alourdissement des stocks des commerçants au cours de l'hiver

A la rentrée, le pessimisme des commerçants sur l'évolution future de leurs ventes se traduisait par de faibles intentions de commandes. Contredisant leur attente, la progression de la consommation, comme l'avantage d'achats à des prix momentanément bloqués, les a conduits à s'approvisionner davantage qu'ils ne l'avaient prévu. Jusqu'en janvier, leurs achats ont continué d'assurer aux grossistes une activité satisfaisante et aux industriels une demande soutenue, notamment pour les produits de l'habillement. En effet, alors que les approvisionnements des commerçants se modéraient dès la fin de l'année pour les biens durables (équipement ménager, ameublement), ils restaient abondants pour l'habillement et le cuir, entraînant un alourdissement substantiel des stocks, chez les détaillants comme chez les grossistes. Celui-ci fait désormais prévoir des achats moins élevés, même si les intentions de commandes des commerçants, ne subissant pas l'influence d'un profond pessimisme, se sont redressées un peu en mars.

(1) Les diminutions de taux d'intérêt survenues récemment tiennent compte du fléchissement des anticipations inflationnistes ; elles modifient aussi à la marge la répartition prévisible de la collecte de l'épargne.

Tassement de la demande reçue par l'industrie

Depuis la fin de l'année dernière dans les industries de biens durables, depuis le mois de février dans les autres branches, les carnets de commandes des producteurs se dégarnissent. En moyenne, ils représentaient 8,9 semaines de production en novembre ; en mars, ils n'en assurent plus que 8, ce qui est un niveau inférieur à la moyenne des dix dernières années. La réduction est générale mais elle est la plus prononcée dans l'équipement ménager, où les carnets sont à présent très peu garnis. Elle tient pour l'essentiel à la demande intérieure qui fléchit après le sursaut du début de l'hiver, car les commandes étrangères apparaissent plus soutenues depuis quelques mois : l'écart entre les prix des producteurs français de biens de consommation et ceux de leurs concurrents étrangers, qui était jugé très important au printemps 1976, s'est réduit au second semestre.

La production a cessé d'augmenter et les importations diminuent

Après dix-huit mois de croissance ininterrompue à un rythme rapide (supérieur à 15 % l'an), la production de biens de consommation est stabilisée depuis l'automne à un niveau élevé, puisque supérieur d'environ 7 % au maximum antérieur de la mi 1974. Sur l'ensemble de la période, l'essentiel de cette forte progression est dû à l'automobile et à l'équipement ménager. Cependant, l'infléchissement récent de l'activité a entraîné un relâchement des tensions dans ces secteurs, et celles-ci sont à présent inférieures à la moyenne des dix dernières années ; dans le même temps, de nombreuses entreprises produisant des biens fongibles, pour lesquels le raffermissement de la demande a été moins marqué et plus tardif, indiquent des goulots de production en mars ; ayant peu accru leur potentiel productif au cours des dernières années, elles ont rapidement atteint le plein emploi de leur équipement (cuir-chaussures) ou de leur main-d'oeuvre (habillement) ; les marges de capacité disponibles sont faibles, mais elles sont inégalement réparties, notamment dans l'habillement ce qui traduit les difficultés structurelles du secteur : en même temps que nombre d'entreprises ont une activité tout à fait satisfaisante, une proportion élevée ne bénéficie pas du redressement de la demande.

Les importations portent aussi la trace de la modération de la consommation. Leur volume avait augmenté de plus de 50 % entre le printemps 1975 et l'automne 1976. La progression s'était accélérée à la fin de l'été, les importateurs semblant alors anticiper une dépréciation supplémentaire du franc. Elle s'est interrompue dès le mois de novembre et a même fait place à une légère baisse au début de 1977. Celle-ci est le résultat d'une stabilisation pour la plupart des biens et d'une diminution sensible du nombre de voitures importées, qui est retombé à 50.000 en fin d'année après avoir atteint un maximum (58.000) à la rentrée. Les raisons de cette poussée d'importations étaient de plusieurs ordres : anticipation d'une dépréciation supplémentaire du franc, percée de nouveaux modèles et approvisionnement du réseau français et aussi, semble-t-il, quasi saturation des capacités de production des constructeurs français ; l'allongement des délais de livraison qui en était résulté avait entraîné des pertes de parts de marché à l'intérieur comme à l'extérieur. Leur atténuation permet un recul du taux de pénétration des voitures étrangères sur le marché français, qui est revenu à 22 % en janvier-février après avoir oscillé autour de 25 % au dernier trimestre 1976. Elle facilite le développement récent des ventes à l'étranger, qui a repris à un rythme soutenu à partir d'octobre.

Les constructeurs attendent un nouveau développement des exportations au cours des prochains mois ; de novembre à mars, ils ont accru leurs prix à l'exportation de près de 4 % (contre 1,5 % sur le marché intérieur), conservant néanmoins la plus grande partie de l'avantage de prix créé par la dépréciation. La part de la production exportée devrait donc s'élargir, d'autant plus que les industriels sont réservés quant à l'évolution de la demande intérieure au cours des prochains mois.

La consommation des ménages devrait conserver un rythme annuel de progression proche de 3 %, tendance actuellement suivie par le pouvoir d'achat des revenus dans leur ensemble. Bien que la propension à consommer ne semble pas devoir s'accroître du fait de l'augmentation du chômage, le ralentissement de la hausse des prix permettra aux ménages d'alléger la charge du maintien de leurs encaisses réelles et de disposer ainsi de sommes plus importantes pour les dépenses de consommation et de logement. Cependant, une part de ces ressources ainsi libérées viendra simplement compenser une moindre capacité d'endettement après une année 1976 qui a été sur ce point relativement favorable aux ménages (progression de 20 % l'an des crédits à court terme aux ménages, de 25 % l'an des crédits pour l'acquisition de logement, à comparer à un rythme de 15 % pour l'ensemble des crédits de caractère bancaire).

Les principales marques de cette modération des ménages proviendraient des secteurs du logement (réduction d'environ 3 % de l'investissement) et des biens durables (baisse des immatriculations d'automobiles et très faible progression ailleurs).

La consommation de produits industriels ne s'accroîtrait en définitive que selon un rythme lent (environ 2 % l'an ; 3 % hors automobiles).

Vers un léger ralentissement de la production de biens de consommation

La production a été supérieure à la demande finale au cours des derniers mois : l'alourdissement des stocks observé à tous les stades - détail, gros, industrie - en témoigne. La bonne tenue de la demande étrangère (entre septembre 1976 et janvier-février 1977 le volume des exportations de biens de consommation s'est accru de 9 %) ne devrait pas suffire à compenser le fléchissement du marché intérieur, et les producteurs interrogés en mars attendent un recul de la demande. Dans ces conditions, des ajustements peuvent être attendus sur la production comme sur les importations au cours des tout prochains mois. Le taux de pénétration des produits étrangers autres que l'automobile, dont la croissance est très vive depuis le début de 1975 - le gain est de l'ordre de 2 à 3 % du marché français par an - pourrait augmenter moins vite en 1977, du fait de l'inflexion de la demande intérieure et du regain de compétitivité procuré aux produits nationaux par la dépréciation du franc.

2 - LES BIENS D'EQUIPEMENT

Après avoir augmenté de 7 à 8 % en un an, la production de biens d'équipement conserve à peu près le même niveau depuis l'été 1976 (1). Entre novembre et mars, cette stabilité d'ensemble est celle de la plupart des branches composantes ; tout au plus constate-t-on une baisse d'activité dans la fonderie, et un léger redressement dans la construction de machines. En conséquence, les différences apparues à l'été 1976 entre les conjonctures des branches ne se sont pas atténuées. L'expansion soutenue du groupe électronique-informatique contraste avec la médiocre activité des industries tournées vers la demande privée - construction de machines, matériel électrique, équipement général, véhicules utilitaires - dont les carnets de commandes restent peu garnis.

Une demande intérieure toujours peu active

On dispose surtout d'informations sur les livraisons : ventes des grossistes, importations. Après une accélération en fin d'année, les premières ont retrouvé leur niveau moyen de la rentrée. Les secondes, dont les volumes progressaient lentement depuis le printemps 1976, se sont récemment orientées à la baisse. Cependant ces évolutions apprennent peu sur la demande dans la mesure où l'étalement des livraisons après la vague de commandes de la fin 1975, liée à l'aide fiscale pour investissements, a perturbé les délais habituels. Mieux vaut recourir à des informations directes. Le deuxième semestre 1976 a sans doute constitué le point bas de la demande d'équipement industriel. Il subissait encore le contrecoup de l'avance de commandes faite à la fin de l'année précédente ; d'autre part, le climat très dégradé qui a prévalu à partir de la rentrée - attente d'une baisse d'activité, perspective d'un resserrement des trésoreries - a accentué les facteurs qui pesaient déjà sur l'investissement depuis la récession : prévision d'une faible croissance des débouchés, existence de capacités inutilisées et niveau encore peu satisfaisant des résultats d'exploitation ? Dans ces conditions, et conformément aux intentions exprimées au début de décembre, certaines entreprises ont différé des commandes et des livraisons, et par conséquent les dépenses qui leur sont associées à la fin de 1976. Ces reports expliquent au moins en partie que le montant des dépenses effectuées en 1976 ait finalement été inférieur aux prévisions de l'automne. En volume, les dépenses relatives à l'investissement industriel ont été du même ordre qu'en 1975, c'est-à-dire inférieures d'environ 4 % au niveau de 1974. Le secteur des biens intermédiaires, dont l'activité reste éloignée des sommets antérieurs, a réduit ses investissements d'environ 4 % en 1976 ; et c'est lui qui est responsable de la révision en baisse.

Pour 1977, les budgets communiqués en mars par les chefs d'entreprise font attendre un volume d'investissement supérieur de 2 à 3 % aux prévisions de novembre dernier (2). Ce relèvement s'explique par les reports de l'année dernière, et aussi sans doute par la correction du pessimisme qui influençait les prévisions à l'automne. Mais, à ce jour, la reprise des commandes ne s'est guère manifestée. Les producteurs d'équipements destinés à l'industrie jugent la demande intérieure très peu active jusqu'en avril ; celle-ci semble s'être un peu redressée pour l'équipement général, mais elle a fléchi pour le matériel électrique. D'une manière générale, les carnets de commandes ont cessé de se dégrader mais restent peu garnis.

(1) D'après les indications fournies par les enquêtes de conjoncture (appréciation qualitative de la production et marges de capacité inutilisées) ; l'indice de production de biens d'équipement, qui mesure en fait des livraisons, qui sont par nature plus ou moins décalées dans le temps par rapport à l'activité de production elle-même, et à plus forte raison par rapport à la demande et aux passations de commandes, a diminué jusqu'à la fin de l'année, à partir du niveau élevé atteint au premier trimestre 1976.

(2) Compte tenu de la révision en baisse de la base 1976, la progression attendue est désormais de 4 % (au lieu d'une baisse de 2 % en novembre dernier).

Vers une faible progression de l'investissement productif en 1977

De 1975 à 1976, l'investissement productif (1) a augmenté d'environ 6 % grâce aux dépenses du secteur tertiaire et de l'État.

Au début de 1977, les grossistes ralentissent leurs dépenses, et les immatriculations de véhicules utilitaires retombent après la pointe de la mi 1976. Les quelques informations dont on dispose sur les secteurs autres que l'industrie privée vont dans le sens d'une moindre croissance ou d'une baisse : ainsi les prévisions exprimées en avril par les entrepreneurs du bâtiment correspondent à une réduction du volume de leurs achats. Seule l'agriculture pourrait faire exception, en connaissant une légère reprise à partir des bas niveaux de 1975-1976. Les dépenses des entreprises publiques continueront de progresser mais leur effet de soutien sera moindre qu'en 1975 et 1976. Au total, 1977 devrait être une année de faible croissance de l'investissement : (de l'ordre de 3 % pour l'investissement productif dans son ensemble) ; dans plusieurs secteurs (industrie, transports) elle subira le contrecoup de l'avance prise en 1976 ; et si le pessimisme de la fin de l'année dernière s'est beaucoup atténué, les autres facteurs précédemment cités continueront d'exercer une influence défavorable.

Nouvelle progression de la demande étrangère

Les producteurs interrogés en mars indiquent un redressement de la demande étrangère après la pause du 2^{ème} semestre 1976. L'amélioration est ressentie dans la plupart des branches, et plus particulièrement l'équipement général, la construction de machines et l'électronique. Elle est à rapprocher de l'orientation plus favorable de l'investissement qui se dessine depuis quelques mois ; après la première phase de la reprise, qui a accru l'utilisation des moyens de production et permis un rétablissement des marges dans les secteurs tournés vers la demande finale, certains pays abordent la seconde phase, caractérisée par la reprise de l'investissement. En même temps la demande d'investissement des pays tiers reste soutenue. Ces exportations représentent désormais un débouché important : 54 % des exportations de machines et matériel de transport de la France vont en dehors des pays de la CEE, contre 46 % en 1973 ; du début 1973 à 1976 les exportations de ces biens vers les pays de la CEE ont été multipliées par 1,7, vers les pays tiers par 2,5. Les livraisons françaises de biens d'équipement vers des pays tiers, qui font l'objet d'une garantie, devraient dépasser 50 milliards de francs en 1977, en accroissement de 15 à 20 % sur 1976.

Dans cette conjoncture, la position des producteurs français est renforcée par la dépréciation actuelle du franc et par l'atonie de la demande intérieure, laquelle se trouve déphasée par rapport à la demande mondiale depuis le milieu de l'année dernière. Après un fléchissement passager à l'automne, les exportations portent la trace de ce redressement depuis le début de l'année. Compte tenu des délais traditionnellement longs du secteur — même si la médiocrité actuelle des carnets de beaucoup de producteurs contribue à les réduire — c'est au cours des prochains mois que l'effet devrait s'en faire sentir à plein. Mais d'ores et déjà le réveil de la demande étrangère, qui représente selon les produits encore 30 et 50 % de la demande totale, a enrayé la dégradation amorcée à la mi-1976 dans plusieurs branches. Elle devrait permettre un maintien de la production à son niveau actuel, les différences interbranches continuant de s'accuser, du fait notamment de la poursuite de la baisse dans la construction électrique, l'aéronautique et la construction navale.

3 – LES BIENS INTERMÉDIAIRES

La production de biens intermédiaires, après avoir augmenté de 20 % en un an, s'est à peu près stabilisée (2) depuis l'été 1976 à un niveau voisin de la moyenne de 1973. Toutefois, les contrastes entre les différents secteurs se sont accentués au cours des derniers mois. Ainsi des industries telles que le verre et la chimie, dont l'expansion a été vive sur la période récente, ont retrouvé ou dépassé leurs meilleures productions antérieures ; elles s'opposent, à l'intérieur du groupe, au papier-carton et surtout à la sidérurgie, dont les difficultés structurelles sont renforcées par le ralentissement de l'activité dans les industries d'équipement et le bâtiment. Les autres secteurs connaissent des situations moyennes.

(1) Dans cette approche, nous privilégions la mesure en termes de « volume des dépenses ». L'étalement dans le temps du processus d'investissement, dont l'analyse est esquissée plus haut, peut, suivant les concepts retenus (commandes, dépenses, livraisons, facturations) conduire à une appréciation différente des variations dans le temps.

(2) Elle a fléchi passagèrement en fin d'année pour retrouver ensuite son niveau de la rentrée ; du début de novembre au début de mars, elle aurait crû de 2 à 3 % d'après l'évolution des marges de capacité disponibles.

Les disparités dans l'ampleur de la reprise correspondent donc aux inégalités constatées dans les secteurs d'activité qui constituent les débouchés.

Stabilisation des stocks-amont de produits industriels à un niveau peu élevé

Depuis l'automne dernier, les achats des utilisateurs ont été très irréguliers : faibles à la rentrée, ils se sont élevés en fin d'année, notamment pour les produits chimiques et le papier-carton, puis ont fléchi au cours de l'hiver. Pendant toute la période, les grossistes ont amorti ces fluctuations dans leurs approvisionnements et la demande reçue par l'industrie est restée à peu près stable. L'intention des industriels de réduire leurs achats pour améliorer leurs trésoreries, qui ressortait de l'enquête effectuée en décembre, ne semble pas avoir été suivie d'effet. Leurs réponses traduisaient plus une évolution passée — baisse des approvisionnements à l'automne — qu'une prévision. La crainte de difficultés de trésorerie et le pessimisme quant à l'évolution des débouchés se sont atténués par la suite. En mars, les stocks de matières premières et demi-produits représentent en moyenne le même nombre de semaines d'utilisation qu'en novembre dernier (7,5) ; et l'appréciation qualitative portée par les industriels ne correspond qu'à un niveau un peu supérieur à la normale malgré la médiocrité des perspectives d'activité. Il apparaît donc que les achats se développent parallèlement à la production et que le volume des stocks est faible, donc peu susceptible de compression.

Une demande étrangère plus active

La demande étrangère a contribué à soutenir l'activité du secteur depuis l'été. Alors qu'ils n'avaient que faiblement progressé jusque-là, les volumes exportés ont crû de 15 % en trois mois à partir de juillet ; à la suite de ce rattrapage, le développement depuis 1974 est sensiblement le même pour les exportations et les importations de demi-produits. Ce bond des exportations se doit sans doute à la dépréciation du franc. Ses effets ont pu être rapides pour des produits peu élaborés, que les producteurs en aient tiré un avantage de prix sur la concurrence ou qu'elle ait permis un gonflement des marges rendant plus attrayants certains marchés. Après un fléchissement passager en novembre-décembre, la demande étrangère semble à nouveau progresser depuis le début de l'année ; de novembre à mars, elle s'est améliorée dans toutes les branches et les carnets-étranger des producteurs se sont regarnis jusqu'à être considérés comme normaux en avril. C'est pour les produits chimiques et les matières plastiques que le redressement est le plus net.

Légère croissance de la production au cours des prochains mois

La production semble à peu près adaptée à la demande dans l'ensemble du secteur ; en moyenne, les carnets de commandes sont stabilisés depuis le mois de novembre, et l'augmentation des stocks reste faible et localisée. Les utilisateurs industriels maintiendront vraisemblablement leurs achats au niveau actuel au cours des prochains mois (1) — ils prévoient de les accroître pour tous les produits à l'exception du caoutchouc, des métaux ferreux et des matières textiles — et l'apport des commandes étrangères assurera une certaine croissance de la demande totale. L'activité a de nouveau progressé à la fin de l'hiver. A l'exception de la première transformation des métaux et du verre, sur lesquels pourrait se répercuter rapidement une baisse de rythme de la construction automobile, cette lente croissance devrait se poursuivre dans la plupart des branches. La sidérurgie ne ferait pas exception : l'arrêt du déstockage chez les marchands de fer et, plus récemment semble-t-il, chez les utilisateurs, se traduit par un lent relèvement des commandes depuis le début de l'année ; et la production a déjà été accrue en mars-avril.

LA SITUATION DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

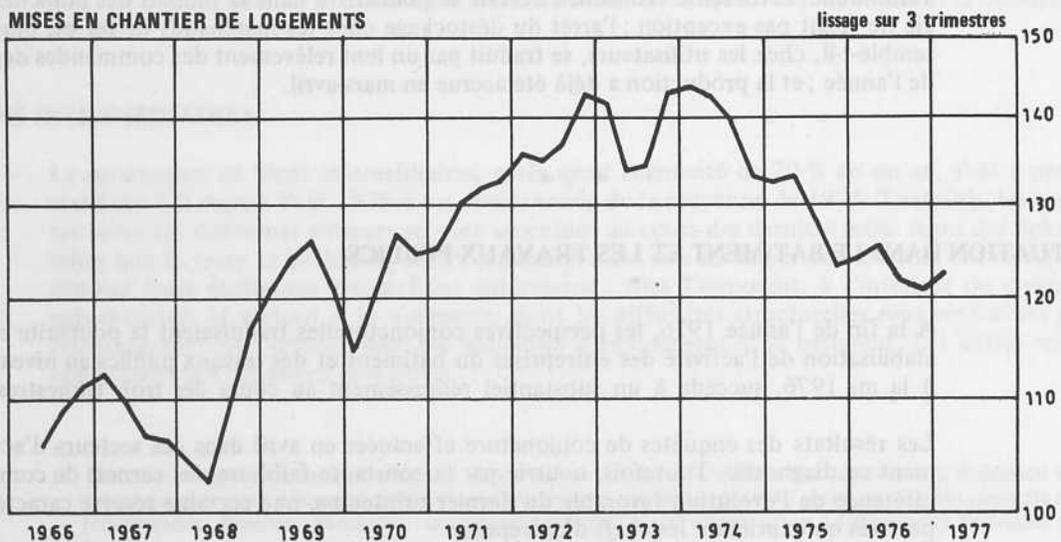
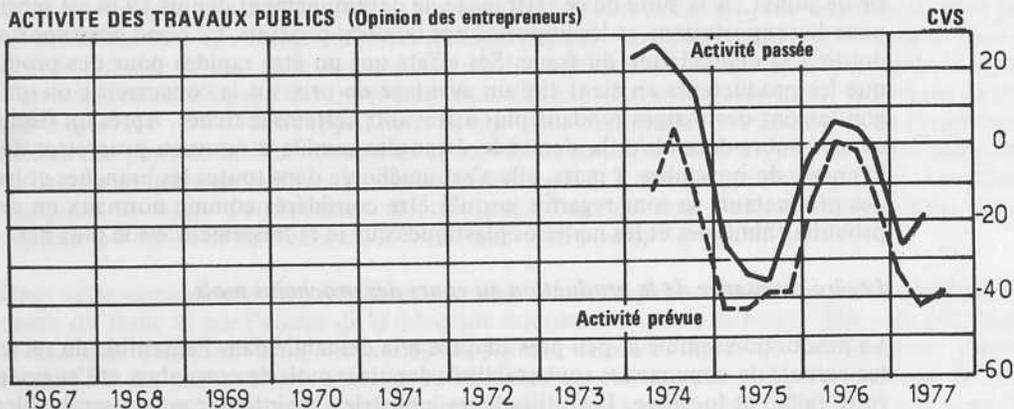
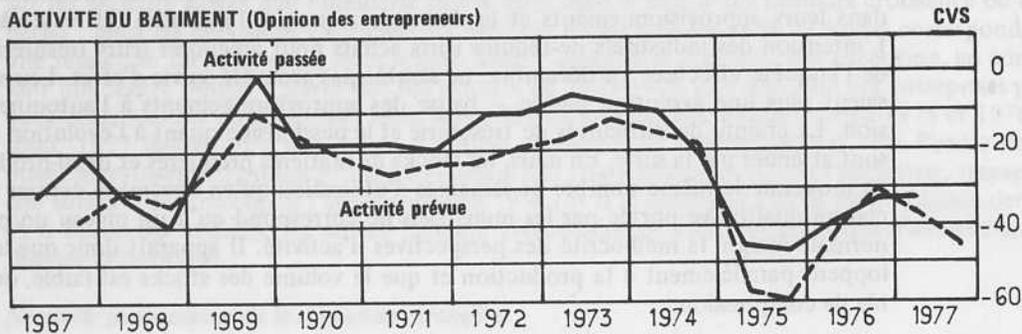
A la fin de l'année 1976, les perspectives conjoncturelles traduisaient la poursuite en 1977 de la stabilisation de l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics au niveau moyen qui, à la mi 1976, succéda à un substantiel redressement au cours des trois trimestres précédents.

Les résultats des enquêtes de conjoncture effectuées en avril dans ces secteurs d'activité confirment ce diagnostic. Toutefois, nourrie par la constante faiblesse des carnets de commandes et la référence de l'évolution favorable du dernier printemps, une certaine réserve caractérise les perspectives qu'expriment les chefs d'entreprise.

(1) En revanche, ils continueront d'alléger leurs stocks de produits énergétiques, qu'ils avaient fortement accrus à la fin de 1976.

GRAPHIQUE 18

LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS



A la constatation d'une activité globalement étale s'ajoutent celle d'une reprise de la demande de matériaux de construction et celle d'une baisse des effectifs employés, après le léger accroissement de 1976.

Cette stabilité d'ensemble, semble être la résultante complexe d'un investissement privé en reprise modérée, d'une demande publique en recul, mais que compensent partiellement les travaux des entreprises nationales, enfin d'une situation contrastée dans le logement (baisse de la demande de logements neufs, forte progression de l'entretien).

Pour ce qui est de l'investissement privé, le second semestre 1976 avait été décevant au plan des marchés privés en bâtiment ou génie civil. Ceci résulte de l'étalement d'ensemble des dépenses d'investissement, qui en raison des contraintes qui ont pesé sur les entreprises en fin d'année se sont trouvées être inférieures aux prévisions initiales (cf le chapitre investissement). Les prévisions pour 1977 sont meilleures ; à la constatation faite ailleurs de la révision en légère hausse des budgets d'investissement des entreprises, il faut ajouter l'apparition dès 1976 d'une légère amélioration des autorisations de construire des bâtiments industriels (hors installations de stockage). Notons aussi que les autorisations de bâtiments agricoles ont été très soutenues tout au long de 1976.

La demande du secteur public (Etat, collectivités locales et entreprises nationales) paraît devoir rester modérée ; toutefois la décision d'engager la moitié des travaux prévus au FAC contribuera à accroître cette demande au cours des prochains mois.

Enfin, le tassement de la demande de logements neufs se poursuit, sous l'influence de multiples facteurs ; il couvre aussi bien la demande d'investissement que la demande pour se loger, sensible à la difficulté d'obtenir des prêts immobiliers et au niveau des taux d'intérêts jugés élevés pour le moment, en regard de logements dont le prix a beaucoup augmenté depuis plusieurs années et dont la structure de l'offre ne correspond plus exactement à celle de la demande actuelle (recul sensible à Paris, difficultés d'adaptation du secteur des H.L.M., développement de la maison individuelle).

Tempérée par le jeu des stocks de logements disponibles pour la vente, dont le nombre s'accroît modérément, et la progression des activités liées à l'entretien, la production du secteur «logement» connaîtrait un repli annuel du même ordre (3 %) qu'en 1976.

L'adaptation du secteur du BTP, dont globalement la production est étale depuis 1974, à de nouvelles et diverses conditions structurelles, n'est certes pas achevée, mais supportera moins de sujétions.

Un premier assainissement et les gains de productivité afférents, des réformes concrétisées (PLD) ou en voie de l'être (APL), la lente résorption des désadaptations récentes (accroissement trop rapide des bureaux dans les grandes agglomérations, des entrepôts, difficultés de certains centres commerciaux et programmes immobiliers), une moindre croissance des charges salariales, après la forte poussée de 1976 (revalorisation des professions du bâtiment), une moindre croissance des coûts, un soutien par la dépense publique, faciliteront les mutations structurelles.

Cependant, les situations locales sont aujourd'hui très contrastées : le recul des mises en chantier en 1977 n'est pas général ; si le recul est marqué en région parisienne, dans une région sur deux les prévisions de mise en chantier sont en hausse de 1976 à 1977 ; dans une région sur quatre, le rapport des offres aux demandes d'emploi dépasse aujourd'hui les deux tiers (un sur dix pour l'ensemble du marché du travail).

LES EFFECTIFS ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La reprise de l'activité s'était accompagnée d'une stabilisation du chômage entre l'automne 1975 et l'automne 1976. Le fait est incontestable, même s'il est quelquefois difficile de lire les inflexions à court terme de la série.

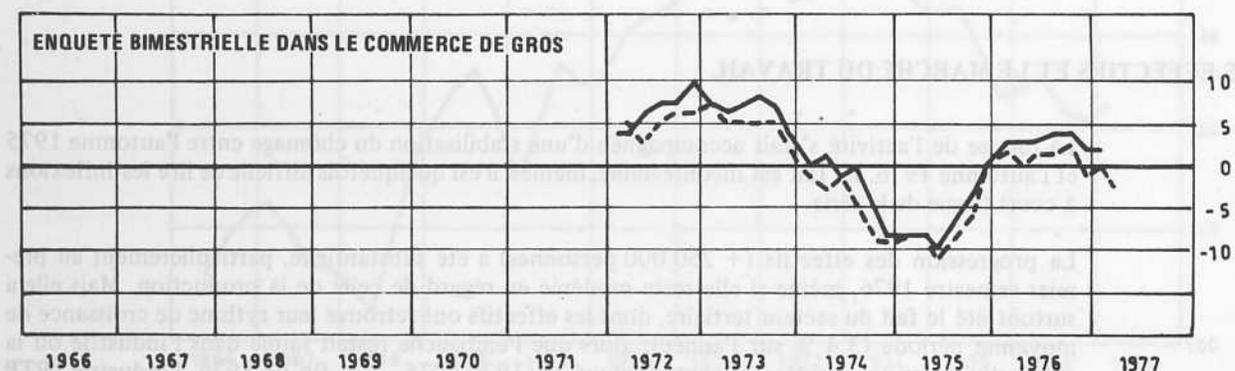
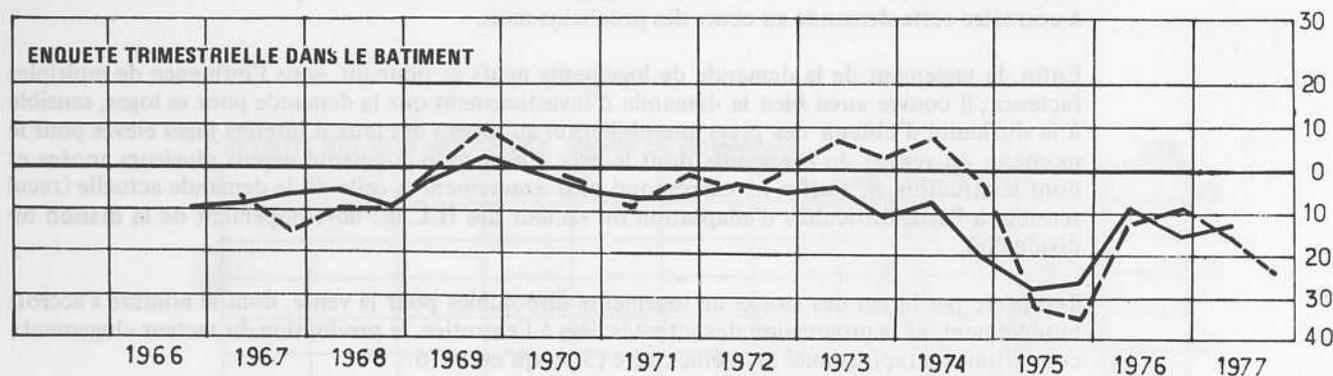
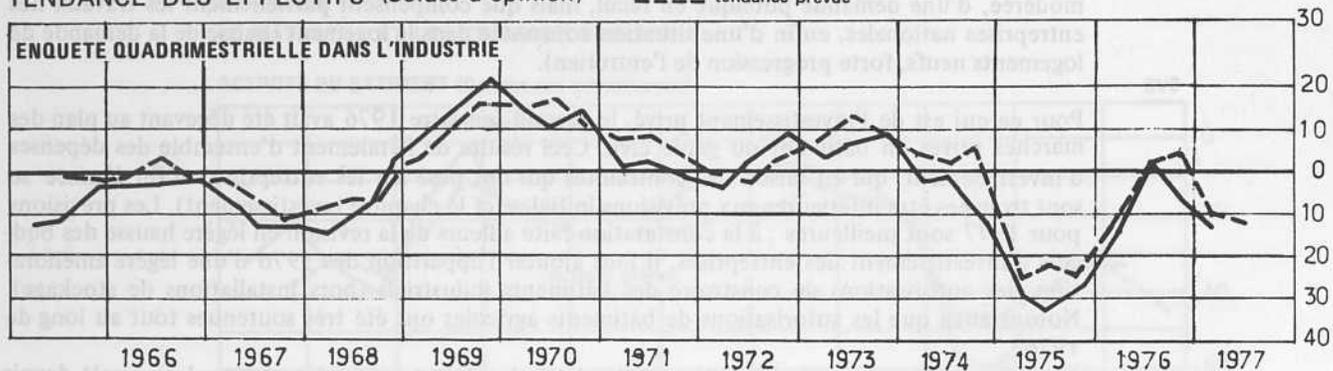
La progression des effectifs (+ 250 000 personnes) a été substantielle, particulièrement au premier semestre 1976, même si elle reste modérée en regard de celle de la production. Mais elle a surtout été le fait du secteur tertiaire, dont les effectifs ont retrouvé leur rythme de croissance de moyenne période (3,4 % sur l'année), alors que l'embauche restait faible dans l'industrie où la productivité avait considérablement diminué en 1974-1975. A la fin de 1976, l'industrie (BTP compris) emploie encore 340 000 personnes de moins qu'à la fin de 1973 (1).

(1) 200 000 de moins dans l'industrie, 140 000 de moins dans le BTP.

GRAPHIQUE 19

TENDANCE DES EFFECTIFS (Soldes d'opinion)

— tendance passée
 - - - - - tendance prévue



Variation des effectifs salariés (Taux d'accroissement trimestriel en %)

	1975				1976			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Industries d'équipement	- 0,7	- 0,8	- 1,0	- 0,6	0,0	+ 0,5	+ 0,1	- 0,3
Industries intermédiaires	- 0,9	- 0,9	- 0,6	- 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,11	0,0
Industries de consommation	- 1,1	- 0,8	- 0,9	- 0,1	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,1	- 0,1
Ensemble de l'industrie	- 0,9	- 0,8	- 0,9	- 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	- 0,1
BTP	- 1,5	- 1,2	- 0,3	- 0,1	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,7
Transports - Services - Commerce	- 0,2	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,5	+ 1,0
Ensemble des secteurs non agricoles	- 0,7	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,5

La croissance des effectifs s'est ralentie à la fin de 1976, en raison d'une légère baisse dans l'industrie : l'emploi a diminué dans le secteur des biens d'équipement, et sa progression s'est interrompue dans celui des biens de consommation. La productivité s'est sensiblement redressée en 1976 (6,5 % en moyenne annuelle pour l'ensemble des secteurs, et 12 % dans l'industrie entre l'été 1975 et la fin de 1976), et le sous-emploi de la main-d'oeuvre dans les entreprises est en partie résorbé ; mais c'est à présent la pause de l'activité qui freine l'embauche. La chute des perspectives de production à l'automne dernier s'est accompagnée d'une retombée des offres d'emploi ; malgré l'atténuation du pessimisme, leur nombre reste proche des plus bas niveaux de 1975. Conséquence de cette faiblesse de l'embauche, le chômage croît à nouveau depuis le début de l'année. Le nombre des demandeurs d'emploi est supérieur de 80 000 à celui d'il y a un an. L'augmentation concerne presque uniquement les femmes. Elle touche surtout le personnel qualifié.

Elle résulte de la diminution des reclassements qu'entraîne le ralentissement de l'embauche ; après correction des variations saisonnières, le nombre des demandes enregistrées a été du même ordre qu'au dernier trimestre 1976.

Le marché du travail reste très actif

Au cours du premier trimestre, l'Agence Nationale pour l'Emploi a recueilli 600 000 nouvelles inscriptions, dont le tiers (205 000) a donné lieu à un placement ou à une annulation avant la fin du mois de mars, c'est à dire en moyenne sur un mois et demi. Sur la période le nombre total des demandes sorties des fichiers (1) est de 615 000 (2). Ces chiffres donnent une idée de la vitesse de renouvellement de la population des demandeurs. La stabilité du chômage pendant la plus grande partie de 1976, et sa croissance au début de 1977, ont été le résultat de flux élevés d'entrées et de sorties. Ainsi le nombre des inscriptions à l'Agence a nettement augmenté depuis 1973, passant pour l'année de 1 660 000 à 2 000 000 en 1974, puis à 2 500 000 en 1975 et 1976.

La composition des demandes selon leur ancienneté, qui a peu varié depuis un an, constitue une autre preuve de leur vitesse de rotation ; 40 % des demandes en instance à la fin du mois de mars datent de moins de 3 mois, et les deux tiers de moins de 6 mois. Ces pourcentages sont toutefois inférieurs à ce qu'ils étaient avant 1974. En revanche, les demandes déposées depuis plus d'un an représentent la même proportion de l'ensemble qu'en 1970 (15 %).

Le stock contient actuellement nettement plus de demandes de 6 mois à 1 an d'âge qu'à l'époque. L'ancienneté moyenne des demandes en instance (3), qui avait diminué en 1974-1975 en raison de l'afflux de nouvelles inscriptions, redevient ce qu'elle était avant la récession (un peu plus de 200 jours au premier trimestre).

- (1) Suite à placement ou annulation.
- (2) En valeurs brutes, le nombre des demandes en fin de mois a diminué de 15 000 entre décembre et mars.
- (3) Cet indicateur est d'interprétation délicate ; il a l'inconvénient de décroître lorsque le nombre des demandes augmente.

Pour les nouveaux venus sur le marché du travail, la situation évolue peu depuis le début de 1975 : environ le tiers des demandes présentées au cours d'un trimestre sont satisfaites au cours du même trimestre (1). On note cependant une légère amélioration pour les jeunes hommes : le pourcentage des demandes présentées au quatrième trimestre 1976 ayant donné lieu à reclassement avant la fin du 1er trimestre 1977 est de 80 %. Il est de l'ordre des deux tiers pour les jeunes femmes (moins de 25 ans) et de 70 % pour l'ensemble. La proportion des personnes qui restent demandeurs à la fin du trimestre qui suit leur inscription (c'est-à-dire en moyenne après 4 mois 1/2) est la plus forte pour les femmes âgées, comme pour les cadres ou les techniciens et agents de maîtrise, pour lesquels elle atteint 40 à 50 %.

En résumé donc, le nombre des personnes qui restent longtemps à la recherche d'un emploi s'est accru en même temps que le chômage, pour atteindre aujourd'hui environ 150 000 personnes inscrites depuis un an ou plus. Pour le reste (85 %) de la population des demandeurs d'emploi, il s'agit d'un ensemble de personnes qui se renouvelle en moyenne en quatre mois. Dans l'extension de la durée d'inscription, comme dans l'augmentation du nombre de personnes inscrites à un moment quelconque - qui en résulte en partie - il reste difficile de faire la part entre l'extension du chômage, la plus grande difficulté de trouver un emploi et la modification des comportements, qui conduit à s'inscrire beaucoup plus systématiquement, et précocement, à l'Agence, dès lors qu'on cherche un emploi : ainsi sur les quelque 600 000 qui constituent une nouvelle génération qui s'est présentée sur le marché du travail en 1976, 440 000 se sont inscrits à l'Agence, dont 160 000 en septembre et octobre (2).

La structure des demandes redevient progressivement comparable à celle d'avant 1974.

La part des femmes dans l'ensemble reprend sa progression, qu'avait interrompue en 1975 la montée du chômage masculin.

	1972	1973	1974	1975	1976	février 1977
- Pourcentage de femmes dans l'ensemble des demandes à fin décembre	49,1	52,6	50,8	49,8	53,8	53,1

La composition du stock de demandes selon le type d'emploi recherché redevient ce qu'elle était en 1973.

% à fin décembre	1972	1973	1974	1975	1976
Métiers du secteur					
Primaire	1,6	1,4	1,3	1,4	1,6
Secondaire	44,2	42,4	44,9	45,6	41,9
Tertiaire	54,2	56,2	53,8	53,0	56,5
	100	100	100	100	100

La même évolution s'observe sur les demandes enregistrées en cours de mois ; en 1975, celles-ci avaient beaucoup augmenté pour les métiers industriels en raison des réductions d'effectifs opérées par les producteurs ; leur part dans l'ensemble a diminué en 1976, alors que les demandes pour les métiers tertiaires, qui ont suivi l'évolution inverse, étaient nettement plus nombreuses en fin d'année.

Au printemps 1977, les prévisions d'effectifs sont à la baisse dans l'industrie et le bâtiment. L'évolution anticipée de l'activité n'est pas de nature à permettre une embauche substantielle d'ici

(1) Contre près de 60 % en 1970.

(2) Répartition mensuelle (en milliers) des demandes enregistrées pour un premier emploi :

mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier 1977	février 1977
14	42	51	45	100	60	32	24	22	18

